

PAGES DE GAUCHE

Périodique indépendant
d'opinions socialistes

N° 183

Printemps 2022



Pages 4 **Anniversaires**

Avec les anniversaires des Maisons du Peuple de Lausanne et de Renens, replongeons dans l'histoire de ces institutions.

Page 5 **Votation populaire**

Le 15 mai prochain, le peuple suisse aura l'occasion d'infliger une lourde défaite à Frontex et son monde.

Page 6 **Interdiction de Memorial**

Comment comprendre la dissolution de l'ONG mémorielle russe ?

Page 22 **Livre**

Une étude sur les nouvelles femmes de droite qui sont aussi réactionnaires que nationalistes.

Le dossier

La Chine : un nouveau totalitarisme

*La Chine alternativement fascine et inquiète. Le pays est engagé depuis dix ans dans une pente totalitaire, bien que les contradictions qui l'animent n'aient pas disparu. Notre dossier veut donner quelques clefs pour comprendre ce pays-continent et les défis auxquels sa population est confrontée. Si nous croyons qu'une Chine démocratique n'est pas une chimère, l'état actuel du régime semble éloigner chaque jour davantage cette transformation. L'histoire, cependant, est toujours imprévisible. **Page 8***

À lire sur notre site

À quand le prochain révisionnisme socialiste?

Publié le 7 janvier 2022



Joakim Martins • Quoique l'ouvrage s'ouvre sur une introduction bien banale dénonçant la montée du «populisme» — terme plus que mal choisi pour nommer l'extrême droite — et l'enlèvement de la gauche démocratique en Europe, c'est tout de même une...

La vaccinophobie, ou la haine de l'égalité

Publié le 2 mars 2022



Antoine Chollet • Face à des événements qui paraissent neufs et, par conséquent, nous désarçonnent, il n'est jamais inutile d'interroger le passé pour y trouver, sinon la copie de ce que l'on vit à un moment donné, du moins quelques...

Solidarité avec le peuple ukrainien

Publié le 26 février 2022



La rédaction • L'agression de l'Ukraine, manifestement décidée depuis de longues semaines par Vladimir Poutine et qu'il a mise à exécution le jeudi 24 février au petit matin, après avoir menti à tout le monde en protestant de ses intentions pacifiques...

Chronique

La Nation : ce lien qui ne libère pas

Le journal nationaliste vaudois La Nation nous a récemment (n° 2195 du 25 février 2022) honorés d'un amusant commentaire de nos articles sur le mariage dans notre précédent numéro. Dialogue à peine fictif entre une chrétienne libertaire (CL), une féministe socialiste (FS) et un nationaliste vaudois (NV).

NV: Chère chrétienne libertaire, vous parlez du mariage comme d'un lien qui libère. Encore un effort et vous serez nationaliste, car la nation est de cette nature-là elle aussi!

CL: La communauté nationale n'est pas choisie, mais subie, elle n'est donc pas du tout comparable aux liens libérateurs et spirituels du mariage.

FS: Si, si, elle est comparable vu que le mariage fait subir aux femmes une forme d'esclavage et c'est bien pour ça que la nation et le mariage doivent être abolis. «Kein Gott, kein Staat, kein Patriarcat» comme on le dit si bien dans les manifs à Berne aujourd'hui.

NV: Pourquoi tant de haine envers ces trois institutions si bénéfiques pour les peuples, l'ordre et la morale? Sans ces repères, notre patrie s'effondre. L'Homme et la Jeunesse ont besoin de com-

munités et de traditions saines pour se développer.

CL: De communauté peut-être, mais seulement si celles-ci sont librement instaurées et organisées de façon à égaliser les relations de pouvoir. Ni la nation, ni l'entreprise capitaliste, ni les traditions légitimant les rapports de domination ne sauraient constituer de telles communautés.

FS: L'émancipation et l'égalité ne pourront être atteintes que lorsque nous nous débarrasserons de toutes les formes d'oppression. Cela comprend nécessairement les traditions hétéronormatives et patriarcales qui réduisent nos libertés. Cela comprend également les traditions inventées pour créer des «communautés nationales» (qui n'ont d'ailleurs jamais existé) et légitimer la violence policière et militaire au nom de la raison d'État.

NV: Mais bon sang, c'est bien sûr, vous n'êtes que des néolibéraux qui abhorrez tout collectif. Et non, je ne «féminise» pas car, comme chacun sait, seul le masculin pense.

La rédaction

Impressum

Abonnement annuel : Fr. 59.-
Abonnement de soutien : Fr. 150.-
Abonnement réduit
(AVS, AI, étudiant·e·s, chômeuses·eurs) : Fr. 49.-
CCP 17-795703-3

www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat :

Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction :

Antoine Chollet (AC), Clémence Danesi (CD), Emma Sofia Lunghi (ESL), Joakim Martins (JM), Bertil Munk (BM), Stéphanie Pache (SP), Valentin Prélaz (VP), David Raccoud (DR), Hervé Roquet (HR), Zoé Seuret (ZS), Léo Tinguely (LT), Léonore Vuissoz (LV).

Comité :

Cora Antonioli, Çağla Aykaç, Umberto Bandiera, Valérie Boillat, Martine Docourt, Rüstü Demirkaya, Dan Gallin, Mathieu Gasparini, Urs Marti, Line Rouyet, Arnaud Thiéry.

Maquette :

Marc Dubois, Graphisme éditorial, Lausanne

Secrétariat de rédaction, mise en page et webmaster :

Joakim Martins, Lausanne

Dessins :

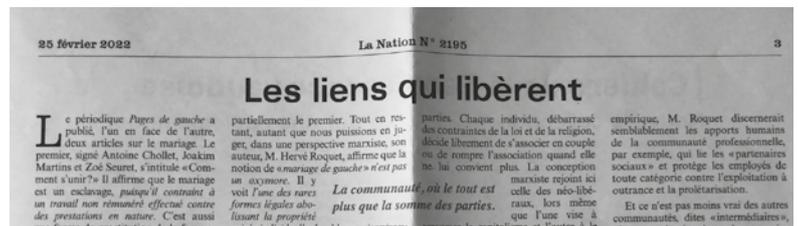
Christian Vullioud (Cévu)

Relecture :

Cora Antonioli et Yvan Thiéry

Impression :

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix



Illustrations

Les illustrations du numéro sont issues de la collection Fortepan qui regroupe sur son site Internet (fortepan.hu) une énorme quantité de clichés documentant la Hongrie du XX^e siècle. Les photographies reproduites ici ont toutes été prises lors de la révolution hongroise démocratique de 1956 contre les troupes du Pacte de Varsovie. un événement désormais d'une bien triste actualité...

Éditorial

L'Ukraine et ses trois adversaires

Depuis le 24 février, le peuple ukrainien, mais aussi les opposant·e·s à la guerre en Russie et au Bélarus, sont confrontés à trois adversaires. Leur nature et leur importance sont différentes et il faut bien se garder de les confondre, mais ne il faut oublier aucun des trois.

Le premier, le plus évident, c'est le clan de kleptocrates criminel·le·s rassemblé autour de Poutine et qui a décidé de mettre l'Ukraine à feu et à sang en poursuivant sa vision du monde fasciste. La lutte armée et civile de l'ensemble de la population ukrainienne contre ce premier adversaire est déjà victorieuse par sa seule existence, et elle commande notre solidarité absolue. Il y a aujourd'hui mille moyens de la lui témoigner.

Le deuxième adversaire, ce sont les gouvernements qui, ailleurs dans le monde, ont fait preuve d'une mansuétude coupable à l'égard du pouvoir poutinien ces deux dernières décennies, commerçant avec lui, lui

vendant des armes, l'enrichissant — lui et sa clique de ploutocrates qui dépouillent sans vergogne la population russe depuis leur arrivée au pouvoir — et le confortant dans ses fantasmes de toute-puissance. Si ce régime criminel a pu subsister aussi longtemps, c'est qu'il a existé à son égard au mieux une sorte de laisser-faire, au pire une complicité active. Dans ce tableau, la Suisse officielle occupe comme à son habitude une place peu reluisante, servant de base arrière complaisante au pouvoir poutinien.

Le troisième adversaire, enfin, ce sont les intellectuel·le·s de salon qui, faisant assaut d'analyses « géopolitiques » foireuses se situant quelque part entre Alain Soral et Georges Marchais, assurent que le vrai responsable de la guerre serait l'OTAN, que la Russie ne ferait que défendre ses intérêts, que d'ailleurs les pays n'auraient que des intérêts, et qu'il est bon qu'un homme fort s'oppose à

l'« Empire américain ». Dans ces élucubrations, à nul moment n'apparaissent les acteurs politiques qu'une gauche démocratique tient pourtant pour essentiels : les peuples. On se prétend radical·e mais on fait reposer ses analyses sur les mêmes bases que les publicistes de la droite la plus conservatrice. Ce troisième adversaire est évidemment grotesque, mais il affaiblit la résistance ukrainienne en faisant décroître l'élan de solidarité à son égard, en particulier dans certains secteurs de la gauche.

Ces trois adversaires n'ont ni la même importance, ni bien sûr la même dangerosité, mais il est impératif de les combattre en même temps. Ça tombe bien : chaque action de solidarité en faveur du peuple ukrainien et des opposant·e·s à Poutine les vise tous les trois.

La rédaction

Au sommaire de ce numéro

- | | |
|---|---|
| <p>4 Actualités
Anniversaires : la Maison du Peuple, expression du mouvement ouvrier et coopératif</p> <p>5 Votation du 15 mai : référendum « No Frontex » contre le grand chantage sécuritaire</p> <p>6 Interdiction de Memorial : « on était dans une logique de préparation de la guerre »</p> <p>7 Compte rendu : table ronde sur les aéroports en lutte</p> <p>7 Le poing, la rose et le casse-noix</p> <p>8 Dossier</p> <p>9 « L'histoire contemporaine de la Chine est une tragédie »</p> <p>10 Chronologie sommaire</p> <p>11 Minorités ethniques en Chine</p> <p>11 Témoignage sur un génocide en cours</p> | <p>12 L'expérience de deux anthropologues en Chine</p> <p>14 Xi Jinping ou « le président de tout »</p> <p>16 Mettre en scène l'efficacité du régime</p> <p>17 La financiarisation des villes chinoises</p> <p>18 La nef des fous</p> <p>19 Pas plus révolutionnaire que culturelle</p> <p>19 Maoïste presque jusqu'au bout</p> <p>20 Conclusion</p> <p>20 Bibliographie</p> <p>21 Culture
Parlons montagnes</p> <p>21 La vaccinophobie, ou la haine de l'égalité</p> <p>22 Des femmes contre le féminisme</p> <p>22 Une enquête du réel</p> <p>23 Livres, revues, expositions</p> |
|---|---|

Anniversaires

La Maison du Peuple, expression du mouvement ouvrier et coopératif

Avec le développement industriel, quelques esprits critiques envers les méfaits sociaux du capitalisme, tels qu'Owen, Fourier ou Saint-Simon, ont analysé les premières expériences coopératives nées dès le XVII^e siècle en réaction aux privilèges des riches et aux taux usuraires des banques. Ils en ont précisé les contours communs, soit l'association volontaire, la démocratie dans le fonctionnement, l'esprit de service et non de profit.

Dès la deuxième moitié du XIX^e siècle, à partir de la Belgique et du Nord de la France, les utopies sociales — et le socialisme — défendues par Proudhon,

Marx et Engels s'exprimeront partout par l'élan coopératif ouvrier, la conscience syndicale et l'action politique.

La Maison du Peuple (MdP) doit son origine au mouvement coopératif socialiste belge qui propose des prestations sociales larges nécessitant un espace dédié: mutuelles, permanences syndicales, coopératives de distribution de biens et de services sanitaires et culturels. De la Belgique toujours (400 MdP au début du XX^e siècle), le modèle gagne tout l'Europe entre 1870 et 1940.

Durant plus d'un siècle, la Maison du Peuple est alors le siège d'un gigantesque effort d'auto-émancipation de classe, une forteresse ouvrière menant souvent des combats acharnés pour assurer sa survie et/ou sa légitimité.

En Suisse, une première Maison du Peuple s'ouvre à Bienne en 1891, puis à Berne, Lucerne, Saint-Gall et Lausanne, en 1900.

En 1918, elles sont une vingtaine, dispersées dans toute la Suisse, entre Genève et Saint-Gall, Bâle et Lugano. Mais le mouvement s'amplifie après la grève générale: les syndicats et les socialistes étant interdits de réunions dans les lieux publics où ils avaient leurs habitudes, ils décident de les racheter ou de construire leur propre Maison, de les gérer eux-mêmes sous forme de sociétés coopératives. Et c'est ainsi que naissent celles de St-Imier et Bellinzzone (1919) ou de Renens (1922), par exemple... Vers 1925, elles sont près de 40 en Suisse dont une quinzaine en Suisse romande et sept au Tessin!

Au-delà du rôle social qu'elle assume et de sa fonction d'apprentissage pour le militant, la Maison du Peuple est un symbole d'appartenance et de lutte.

Mais peu à peu, l'élan se brise. Avec la perte de combativité de la classe ouvrière, les Maisons du Peuple d'auto-émancipation

font souvent place à une Maison du Peuple intégrée aux institutions politiques et culturelles bourgeoises.

Dès les années 1960, avec la situation économique favorable de l'après-guerre, les prestations sociales s'améliorent, la solidarité de classe s'estompe et le rôle des MdP change. En 1985, il en restait sept en Suisse romande et trois au Tessin. Si la plupart d'entre elles ont aujourd'hui perdu leur statut de coopérative émettant des parts sociales, pour devenir propriété de partis, de syndicats ou de communes, il y en a deux, toujours en coopérative, qui fêtent cette année des anniversaires remarquables, celles de Lausanne et de Renens.

Dans sa *Critique de la raison dialectique*, Sartre a écrit: « Pour conserver sa réalité de demeure une maison doit être habitée ».

C'est certainement pour mieux les voir habitées aujourd'hui, que les MdP de Lausanne et de Renens ont toutes deux choisi d'inviter en ce début d'année celles et ceux que leur magnifique histoire intéresse à partager des moments de réflexions sur leur avenir...

Anne Holenweg

1^{er} mars 2022

La Maison du Peuple de Lausanne

60 ans à Chauderon

Créée en 1900 du côté de la rue Caroline dans des bâtiments préexistants, la Maison du Peuple de Lausanne déménage en 1962 dans un bâtiment construit par la Société coopérative du cercle ouvrier lausannois à la place Chauderon.

La Maison du Peuple a invité ses sociétaires le 1^{er} mars dernier à une table ronde avec pour titre: Un lieu au cœur de la vie associative et politique: quels enjeux?

21 mai 2022

La Maison du Peuple de Renens

100 ans à la rue de Crissier

L'hôtel du Mont-Blanc, siège depuis 1900 de la Muraria, combative organisation des travailleurs italiens du bâtiment, puis de la FOBB dès 1906, est racheté en 2022 et devient Société coopérative de la Maison du Peuple, avec l'appui du cartel syndical des cheminots et de la section locale du Parti socialiste.

La matinée du 21 mai sera dédiée à une réflexion sur le coopérativisme aujourd'hui et à des ateliers participatifs sur la rénovation de la MdP, son bâtiment et son usage. Plus d'informations sur www.renens.ch

Votation du 15 mai

Référendum «No Frontex» contre le grand chantage sécuritaire

Cela faisait longtemps que ce n'était pas arrivé : un objet de votation populaire fédérale sur le thème de l'asile qui n'a pas pour but de restreindre encore plus les droits fondamentaux, mais bel et bien d'en dénoncer les violations.

Frontex est l'agence européenne des gardes-frontières. Fondée en 2005, avec un budget de 6 millions d'euros, elle n'a cessé de croître, en financement, en personnel et surtout en armement. En tant que membre de l'espace Schengen, la Suisse contribuait à l'agence à hauteur de 24 millions de frs par année. En octobre 2021, le Parlement suisse décide d'accepter un nouveau règlement de l'Union européenne et de faire augmenter sa participation annuelle à 61 millions de frs. Cela représenterait 5% du budget annuel total de l'agence, censé se chiffrer à 1,2 milliards d'euros à l'horizon 2027.

Succès référendaire

Un groupe de base du mouvement de défense de l'asile, le collectif Migrant Solidarity Network, basé à Berne, a lancé un référendum, suivi par une large coalition. D'abord incertaine, l'issue s'est révélée très réjouissante : plus de 62'000 signatures ont été récoltées, grâce au travail acharné de bénévoles.

Face à un succès sur lequel il ne tablait pas, le camp bourgeois s'est empressé de dégainer ses arguments habituels : la sécurité et les relations avec l'Europe. Keller-Sutter n'a pas hésité à clamer qu'une victoire du référendum entraînerait une sortie fissa de la Suisse hors de l'espace Schengen. Depuis le temps, on est habitué à la rengaine, qui n'est ni véridique ni de bonne foi.

Un chantage sécuritaire

Brandir l'argument de la sécurité aux frontières, c'est négliger la majeure partie de ce qui se joue véritablement. Actuellement, les personnes en danger sont celles qui veulent entrer dans l'Union européenne pour obtenir protection. D'ailleurs, si

l'on s'intéresse à Frontex, on se rend vite compte que l'agence va bien au-delà des contrôles aux frontières : dissuasion migratoire, externalisation du droit d'asile, organisation de vols d'expulsion, la liste est longue. En outre, Frontex produit ses propres «analyses de risques», qui à leur tour justifient les besoins d'armement et de personnel toujours plus gigantesques de l'agence européenne. Un coup d'œil aux documents rassemblés par les journalistes auteur·e·s de l'enquête des *Frontex files* laisse également penser que les liens très opaques entre Frontex et les industries aéronautiques, de sécurité et d'armement (Airbus, Glock, pour n'en citer que quelques-unes) pourraient être une incitation supplémentaire à l'expansion de l'agence. Comme en témoigne par exemple la distribution de catalogues d'armes à feu ou de présentations PowerPoint vantant les qualités techniques de tel ou tel drone, lors des rencontres organisées par l'agence, dont le contenu exact n'a pas été rendu public.

Le discours sécuritaire produit également l'effet de représenter les personnes en fuite comme une menace, quasiment militaire, qui justifierait les mauvais traitements qu'on leur fait subir aux frontières. Ce renversement de la violence n'est pas nouveau, c'est la rhétorique que nourrissent soigneusement les extrêmes droites occidentales, permettant même à une attitude fondamentalement méfiante envers les réfugié·e·s d'infecter certains discours de gauche.

Deuxième cheval de bataille des adversaires du référendum : il serait «anti-européen». Or, ce sur quoi la population votante va devoir trancher en mai n'est pas la sortie de Frontex, ou même de

l'acquis de Schengen, mais bien d'une augmentation du budget de l'agence. Le Parlement européen a d'ailleurs lui-même décidé en octobre de geler une partie de ce même budget suite à une enquête accusant Frontex de violation des droits humains. Le référendum s'inscrit dans cette dynamique et une victoire en mai permettrait surtout une plus grande marge de manœuvre pour une nouvelle décision de la Suisse sur Frontex. Il s'agit ici de dire au Parlement, qui a d'ailleurs refusé tout compromis humanitaire sur ce projet : «Retour à l'envoyeur, revenez avec un projet plus respectueux des droits humains».

Défendre les droits fondamentaux

C'est surtout une immense opportunité pour la gauche de se montrer unie face aux violations des droits humains. Les tendances qui motivent un non au financement de Frontex sont variées : des groupes qui veulent l'abolition de l'agence, à ceux qui en souhaitent une réforme en passant par les personnes qui réclament tout simplement qu'une importance plus grande soit accordée au respect des droits humains.

Ce référendum est l'occasion pour nous de lutter ensemble, sans se laisser impressionner par les vieux arguments de la droite bourgeoise insensible aux droits fondamentaux.

*Sophie Guignard
Solidarité sans frontières et
Droit de rester Fribourg*

Interdiction de Memorial

« On était dans une logique de préparation de la guerre »

Le 27 décembre 2021, le verdict de la Cour suprême de la Fédération de Russie tombe. L'ONG Memorial International ainsi que ses organisations régionales se retrouvent interdites. Plus qu'une décision de justice d'importance relative, il faut y voir l'un des signes qui annonçaient la guerre faite aujourd'hui à l'Ukraine. Entretien avec Eric Aunoble, historien et chargé de cours à l'Université de Genève et spécialiste de l'Ukraine.

Qu'est-ce que Memorial ?

Memorial fait partie des premières associations qui ont pu être créées en Union soviétique durant la *perestroïka* dans le cadre de la politique de transparence (*glasnost*) inaugurée par Gorbatchev, lequel était décidé à s'occuper des « taches blanches de l'histoire », expression russe qualifiant tout ce que la période stalinienne avait pu cacher, les écrits comme les événements historiques. Dans la foulée, on assiste à un mouvement de publication d'articles et de documents d'archives revenant sur le passé stalinien, avec comme projet la valorisation de celles et ceux qui en ont été les victimes. Dans le même temps se forme dans le pays une aile politique plus radicalement réformatrice et libérale. C'est au confluent des deux mouvements qu'est fondé, en 1989, Memorial par Andreï Sakharov.

Quel regard le pouvoir d'alors portait-il sur cette association ?

Dans les années 1990, après l'effondrement de l'Union, Memorial était bien vue par les régimes post-soviétiques. En Russie d'une part, puisque la politique d'Eltsine voulait tourner la page du communisme, en revalorisant tout ce qui fut anticommuniste (noblesse, bourgeoisie). Ainsi la démarche de Memorial correspondait au discours du pouvoir. C'est à ce moment d'ailleurs qu'intervient une cassure avec la population. En effet, au moment de la *perestroïka*, si celle-ci était avide d'informa-

tions sur ce qui avait été caché, dans les années 1990, années de graves et dures crises économiques, les gens cherchaient surtout à survivre. Un décalage s'est formé entre les forces libérales et la population dans la misère, et le soutien dont bénéficiait Memorial a disparu, mais comme a disparu globalement la vie politique russe. En Ukraine, Memorial se sépare de Memorial russe et devient le chantre de la mémoire nationaliste ukrainienne, en valorisant par exemple la mémoire de la famine de 1933 en l'appelant *Holodomor*. Les deux associations sont globalement alignées sur leurs gouvernements respectifs.

L'arrivée au pouvoir de Poutine marque donc une césure ?

En Russie, l'arrivée de Poutine et son affirmation au pouvoir marquent le retour d'un discours patriotique, non pas soviétique, mais pro-étatique, établissant une continuité des tsars à Staline. La critique de l'action de l'État, à laquelle Memorial se livre devient mal-séante. Le néo-patriotisme de Poutine refuse de voir, non plus les taches blanches, mais les taches noires, ces choses dont parler porte atteinte à l'État. Donc la pression monte : inspections tatillonnes de sécurité des locaux, perquisitions... Le jugement de dissolution de décembre dernier marque cependant une étape importante qui se comprend pleinement aujourd'hui avec la guerre faite à

l'Ukraine. Rétrospectivement, on voit qu'il y a eu une montée de la répression depuis un peu plus d'un an avec les peines extrêmement dures prises à l'encontre de gens qui objectivement ne représentaient aucune menace pour l'État russe. On voit bien qu'on était dans une logique de préparation de la guerre et qu'il fallait faire passer le message que toute voix d'opposition à l'État était susceptible de subir une répression.

Memorial a souvent été accusée d'être au service de l'étranger. Qu'est-ce que cela implique ?

En Russie aujourd'hui, toute organisation russe qui soit liée à une structure ayant son siège à l'étranger, soit, et c'est encore plus pernicieux, reçoit de l'aide matérielle de l'étranger est désignée officiellement, légalement, comme agente de l'étranger. Si certain·e·s ont pu y voir la préparation de nouvelles purges comme cela a pu avoir lieu en 1937, à mon avis la référence est mauvaise. En effet, en 1937, on parlait volontiers en Union soviétique d'*ennemis du peuple*, ce qui est une terminologie issue de la Révolution française. Il aurait plutôt fallu regarder du côté des campagnes menées à partir de 1947, celles de luttes contre le cosmopolitisme. Outre l'antisémitisme, il s'agissait de traquer toutes les influences étrangères, notamment dans les milieux intellectuels et artistiques dits déracinés.

*Propos recueillis par
Valentin Prélaz*

Compte rendu

Table ronde sur les aéroports en lutte

Afin d'approfondir les réflexions initiées dans les différents articles du dernier dossier du journal, Pages de gauche a organisé le 24 février, avec la collaboration du SSP trafic aérien, une table ronde sur la thématique de l'aéroport de Genève comme carrefour de luttes. Nos trois intervenant-e-s étaient : Jamshid Pouranpir (secrétaire syndical du SSP trafic aérien), Martine Félix (membre du collectif Solidarité Tattes) et Lisa Mazzone (Conseillère aux États verte genevoise).

La table ronde a été ouverte par Antoine Chollet qui a brièvement rappelé le début dramatique de la guerre en Ukraine et notre solidarité envers le peuple ukrainien.

Jamshid Pouranpir a ensuite pris la parole et présenté un exposé détaillé de la longue dégradation des conditions-cadres entourant les aéroports et des conditions de travail du personnel aéroportuaire en Suisse. Jamshid Pouranpir a montré en quoi cette dégradation vient directement d'une pression généralisée vers la privatisation qui génère un nivellement par le bas dans toute la branche au niveau national comme international où le transport aérien échappe de plus en plus au contrôle étatique et au droit du travail. Les coûts élevés sont perçus et pensés avant tout comme des désavantages compétitifs des aéroports suisses, cela accroît la pression vers la précarisation des emplois et la diminu-

tion des salaires qui se concrétise dans l'extension du recours au travail auxiliaire et intérimaire, qui se développe très rapidement. Cela est particulièrement visible dans les emplois liés à la sécurité de l'aéroport. En effet, de 2014 à 2018, il y a eu une augmentation de 21,6% des emplois publics liés à la sécurité alors que sur la même période le nombre d'emplois privés a augmenté de 75%.

Martine Félix a commencé par rappeler l'écart fondamental dans la perception et l'imaginaire associé aux aéroports (les vacances, les voyages, le soleil, etc.) et l'expérience traumatique et violente que ce lieu continue d'être pour beaucoup de personnes, en particulier les personnes renvoyées de force et contre leur volonté. Elle a ensuite évoqué le scandale de l'emplacement du nouveau centre de renvoi de l'aéroport de Genève. Situé entre le tarmac, et une bretelle

d'autoroute, il ne pouvait y avoir endroit plus inapproprié au niveau de la pollution sonore et de l'air pour loger des êtres humains.

Dans un parallèle frappant avec les propos tenus par Jamshid sur la privatisation du secteur aérien, Martine Félix a soulevé les nombreux problèmes liés à la privatisation de la gestion des centres de renvois dont une majorité est maintenant gérée par l'entreprise ORS, et dont la sécurité est elle aussi très souvent déléguée aux entreprises privées securitas et protectas.

Lisa Mazzone a présenté — chiffres à l'appui — en quoi l'aviation représente une véritable niche défiscalisée. Elle a également critiqué avec vigueur la logique de développement des aéroports en Suisse, car celle-ci est encore pensée dans l'anticipation d'une demande toujours croissante. À force d'étendre et d'améliorer les infrastructures aéroportuaires par anticipation, les autorités suisses créent de fortes mesures incitatives encourageant l'augmentation du trafic aérien.

Pour Lisa Mazzone, l'incohérence de la politique suisse en matière de transport vient en grande partie du fait que celle-ci ne répond pas aux demandes de la population, mais surtout aux demandes des compagnies privées.

Hervé Roquet

La version intégrale de cet article est disponible sur notre site Internet.

LEPOING



Le chercheur anarchiste américain **James Scott** a collaboré avec la CIA en Birmanie et en Indonésie en écrivant des rapports sur les associations étudiantes de gauche dans les années 1960. Nonchalamment, il a révélé en entretien que la plupart des leaders estudiantin-e-s qu'il a rencontrés avaient été tué-e-s après 1965. Qu'il ait pu être en partie responsable de leur mort ne semble pas lui avoir traversé l'esprit en revanche.

ROSE

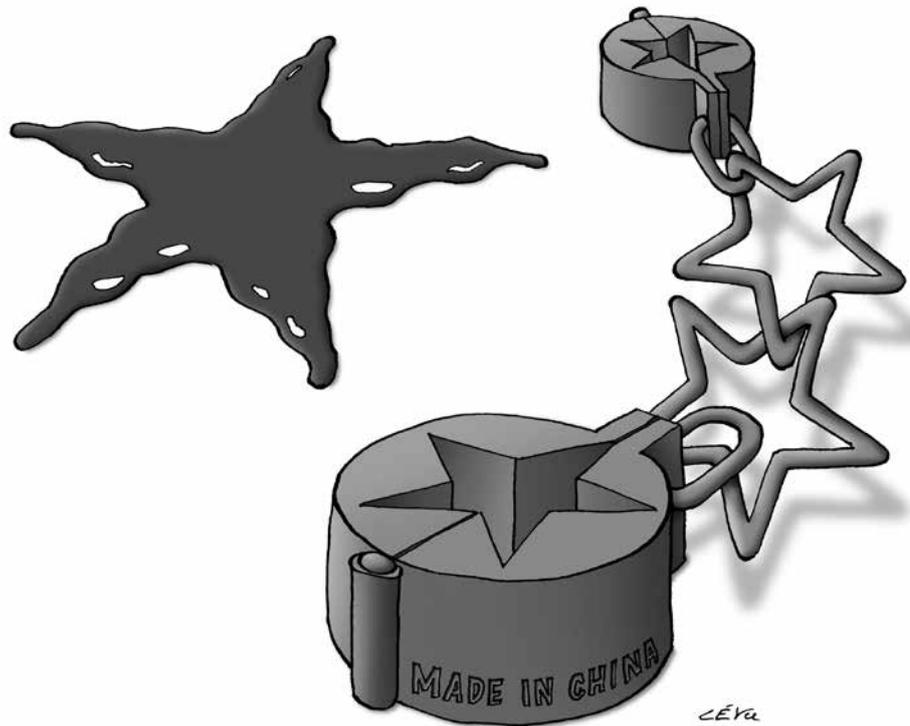


En une chronique, **Jessica Jaccoud** a réussi à faire perdre son sang-froid au procureur général du canton de Vaud, **Éric Cottier**, en critiquant son acharnement contre les zadistes du Mormont. Faisant preuve du sens de la logique qu'on lui connaît depuis son entrée en fonction, celui-ci a alors dénoncé une atteinte à la séparation des pouvoirs... en écrivant à l'ensemble des député-e-s du Grand Conseil. Cette réaction insensée rappelle qu'il est temps qu'il quitte son poste.

LE CASSE-NOIX



Si **Emmanuel Todd** cultivait le confusionnisme depuis de nombreuses années, on lui saura gré d'avoir définitivement clarifié son positionnement politique avec *Où en sont-elles?* Dans ce qui n'est rien de moins qu'un brûlot masculiniste réactionnaire, il rejette entre autres l'existence du patriarcat en Occident. Si Todd a déjà été mis au ban du monde académique, il convient désormais d'en faire de même à gauche.



La Chine : un nouveau totalitarisme

Dans ce numéro, nous nous sommes penché·e·s pour la seconde fois (après le numéro 56 de mai 2007 intitulé La Chine, si proche de nous) sur l'Empire du Milieu. À la sortie des Jeux olympiques d'hiver organisés par Pékin en 2022, il est important de requestionner ce qui a placé le régime chinois sous le feu des critiques, mais aussi de mettre au jour les éléments qui façonnent les structures sociales et politiques du pays. Car depuis les précédents Jeux accueillis en 2008, que seul le président du Parlement européen avait alors boycottés, le pays a beaucoup évolué. D'abord, et tout en continuant à clamer qu'il dirige une société socialiste, le gouvernement s'est encore enfoncé davantage dans une voie nationaliste et sécuritaire, fondant progressivement un État totalitaire d'un genre nouveau. Ensuite, les nombreuses et terribles violations des droits humains perpétrées au Xinjiang lui ont donné un visage cauchemardesque et ont commencé à avoir des conséquences internationales.

Dans ce dossier, c'est donc naturellement que nous reviendrons entre autres sur le traitement qui est réservé aux minorités

ethniques ouïghoures et tibétaines. Tout en demeurant attentives·ifs aux éléments historiques – l'instrumentalisation des souvenirs du socialisme en tête – permettant de comprendre la situation actuelle du pays, nous donnerons également de l'espace aux récits de celles et ceux qui vivent ou ont vécu la répression violente de Pékin.

Comment évoquer un régime sans évoquer la société qu'il opprime ? En la considérant avec ses spécificités, et non pas avec sa souvent prétendue altérité, nous avons à comprendre ce qui fait la vie des Chinois·e·s d'aujourd'hui. Comment appréhender sa récente histoire, ses rapports avec l'Europe et l'Occident ou son nationalisme ? Quelle est la situation sociale en Chine contemporaine ? Qu'implique la désormais financiarisation des villes chinoises dont l'un des exemples traités ici, celui d'Evergrande, fait craindre un effet systémique sur l'ensemble du secteur immobilier et de l'économie nationale ? Sans prétention à l'exhaustivité, voilà quelques sujets qui doivent nous permettre de saisir où en est la Chine, un pays dont le Parti communiste s'apprête en automne à réunir son XX^e congrès.

« L'histoire contemporaine de la Chine est une tragédie »

Jean François Billeter a été professeur d'études chinoises à l'Université de Genève. Nous nous sommes entretenus avec lui de la situation qui prévaut actuellement en Chine et de l'histoire récente de ce pays.

DOSSIER **Comment résumer l'histoire récente de la Chine ?**

Dans le discours du régime actuel, cette histoire est réduite à un récit simpliste et en grande partie faux. Pour ma part, je considère l'histoire contemporaine de la Chine, depuis le XIX^e siècle, comme une tragédie. Les forces de progrès qui se sont mobilisées, génération après génération, pour sortir de la Chine de son arriération et la libérer des traditions qui la paralysaient, ont été vaincues les unes après les autres. La première défaite a été celle des Taiping, au milieu du XIX^e siècle, qui ont été vaincues par les armées mandchoues et des armées levées localement. La répression a laissé le centre de la Chine exsangue et en partie dépeuplé. La seconde défaite (pour aller très vite) a été celle des réformateurs qui ont prôné à la fin du siècle une monarchie constitutionnelle et une modernisation des institutions. Après un moment de faveur, ils ont été condamnés par la cour mandchoue. Le vrai départ de la révolution a eu lieu en 1919, lorsque les étudiant·e·s chinois·es ont manifesté contre les décisions du Congrès de Versailles, qui ignoraient les intérêts légitimes de la Chine, puis, dans leur élan, contre toutes les traditions qui faisaient obstacle à la naissance d'une Chine moderne et démocratique. Ces forces jeunes, au sein desquelles est né le Parti communiste chinois en 1921, ont par la suite été écrasées par le régime nationaliste qui avait succédé à l'empire, puis par l'envahisseur japonais et par le Parti, devenu stalinien. Elles ont ressurgi après la guerre et encore animé pendant quelques années le régime fondé par le Parti en 1949. Elles ont été brisées lorsque ce Parti est devenu totalitaire, en 1957-58. Il l'est devenu parce qu'il

a pris peur. Il a pris peur à cause des événements de Pologne et de Hongrie en 1956 et de la dénonciation des crimes de Staline par Khrouchtchev la même année, mais aussi à cause de l'ampleur des critiques formées par les citoyen·ne·s chinois·es qu'il avait invités à s'exprimer en 1957, au moment des « Cent Fleurs ». Après les catastrophes du « Grand bond en avant » et la famine qui a suivi, puis de la Révolution culturelle, le Parti a lâché du lest, ce qui a permis une renaissance de la vie intellectuelle et le retour de l'exi-

gence démocratique dans les années 1980 — brisée à Tiananmen en 1989. Sur quoi est survenue la disparition de l'Union soviétique, qui est depuis lors le cauchemar de la classe dirigeante chinoise.

Comment qualifier aujourd'hui le régime chinois ?

Tout ce que le régime chinois fait depuis lors est dicté par ce précédent à éviter. Nous voyons le résultat aujourd'hui : il a fait du pays une grande puissance et lui a imposé un régime totalitaire perfectionné, sans précédent dans l'histoire. C'est toujours ainsi : quand les forces réactionnaires ont été menacées, mais qu'elles ont gardé le pouvoir, elles tirent les leçons qui s'imposent et se renforcent. Dans le cas de la Chine, il faut ajouter une chose

Suite de l'article en p. 10.





importante : la Chine n'a pas de ressources naturelles proportionnées à sa population, d'où depuis des siècles le phénomène continu de l'émigration. Aujourd'hui, le régime s'efforce de mettre la main dans le monde entier sur les ressources naturelles dont il a besoin pour devenir la première puissance et le rester.

Que dire des rapports de l'Europe avec le régime chinois ?

C'est une autre histoire. Souvenons-nous que, dans les années 1960 et 70, le maoïsme a eu son heure de gloire. Il a alimenté le tiers-mondisme. Les maoïstes de l'époque (j'en ai connu) ignoraient totalement ce qui se passait réellement en Chine. Il y a ensuite eu les espoirs suscités en Europe et aux États-Unis par l'ouverture de la Chine, sous Deng Xiaoping. On s'est imaginé

qu'elle allait peu à peu devenir démocratique. Nous sommes aujourd'hui dans une nouvelle phase de cette histoire.

Il semble que le régime chinois devient de plus en plus nationaliste.

C'est une évidence, et c'est dangereux. Le Parti a d'abord tiré sa légitimité de la restauration de l'indépendance nationale, puis de l'idéal révolutionnaire de justice sociale, puis plus récemment du développement économique. La légitimité politique lui faisant défaut et le développement économique étant menacé, il lui reste le nationalisme. Ce nationalisme se nourrit d'une référence de plus en plus insistante à la grandeur de l'empire. L'éloge du confucianisme (du confucianisme de l'époque impériale) fait partie de cette énorme régression. Les

forces de progrès ont encore une fois été battues. Pour le moment, il n'y a plus que de très courageuses résistances individuelles, çà et là.

Que peut-on espérer, pour l'avenir ?

L'espoir est bien entendu l'avènement de la démocratie en Chine, mais le régime, qui veut l'empêcher à tout prix (voyez Hong Kong), est d'une redoutable efficacité. Ce qui lui importe, c'est d'empêcher ses sujets de connaître l'histoire du régime, de les déshabituer le plus possible de penser de manière autonome et d'intervenir dès qu'ils entreprennent de s'organiser sans le contrôle du Parti. Václav Havel disait que les régimes fondés sur le mensonge peuvent disparaître presque instantanément lorsque le mensonge se dissipe. Cela a pu être vrai en Europe de l'Est, voire en Union soviétique. Le journaliste allemand Kai Strittmatter, très bon connaisseur du régime chinois, a au contraire montré qu'en Chine aujourd'hui, il n'y a plus ni vérité ni mensonge, mais un contrôle de la pensée qui fonctionne — pour le moment.

*Propos recueillis par
Antoine Chollet*

Chronologie sommaire

1839-1842 : Première guerre de l'opium, défaite chinoise, cession de Hong Kong à la Grande-Bretagne, et création des concessions étrangères.

1851-1864 : Révolte des Taiping contre la dynastie Qing (20-30 millions de morts).

1856-1860 : Seconde guerre de l'opium.

1911 : Soulèvement de Wuchang, qui déclenche la révolution Xinhai et l'abdication du dernier empereur Qing.

1912 : Proclamation de la république. Son premier gouvernement est présidé par Sun Yat-sen.

1921 : Création du Parti communiste chinois.

1925 : À la mort de Sun Yat-sen, Tchang Kai-shek prend le contrôle du Kuomintang, puis progressivement de la Chine.

1931 : Invasion japonaise de la Mandchourie.

1934 : « Longue marche » du PCC, qui établit sa base à Yan'an

1937 : Invasion japonaise de l'ensemble du territoire chinois.

1945 : Reprise de la guerre civile entre le Kuomintang et le PCC.

1949 : Victoire du PCC, proclamation de la République populaire de Chine et fuite de Tchang Kai-shek à Taïwan.

1957 : « Campagne des Cent Fleurs » contre les « dérives droitières » (plus de 500'000 personnes persécutées).

1958-1962 : « Grand bond en avant », industrialisation à marche forcée qui se traduit par une catastrophe humanitaire et des famines (20 à 30 millions de mort-e-s).

1966 : Début de la « Révolution culturelle », tentative de reprise du pouvoir par Mao qui se terminera en fait par une remise au pas de la société par l'armée.

1976 : Mort de Mao.

1978 : Accession de Deng Xiaoping au pouvoir, et passage à une « économie socialiste de marché ». Relative ouverture économique et politique du pays.

1989 : Manifestations de la place Tian'anmen et massacre des manifestant-e-s par l'armée.

1993 : Jiang Zemin est élu à la présidence de la République (il devient secrétaire général du PCC en juin 1989, juste après la répression de Tian'anmen qu'il a soutenue).

1997 : Rétrocession de Hong Kong à la Chine.

2003 : Hu Jintao devient Président de la République.

2013 : Élection de Xi Jinping à la présidence de la République populaire de Chine (après être devenu secrétaire général du PCC en novembre 2012).

Minorités ethniques en Chine

DOSSIER Les répressions que subissent les populations indépendantistes tibétaines et ouïghoures ont été mises en lumière. Pourtant, les minorités ethniques chinoises sont pour la plupart des créations arbitraires. C'est afin de mieux cerner et contrôler des espaces sociaux difficilement appréhendables que la Chine et son administration classifient et dénombrent, depuis 1979, 55 nationalités minoritaires et une nationalité majoritaire « chinoise » : les Hans. Pour ce faire, la Chine amalgame des peuples différents, en sépare certains tout en ignorant d'autres. Si certaines ethnies partagent entre elles une langue, une religion ou des pratiques culturelles, d'autres ne possèdent aucun trait spécifique ou sentiment d'appartenance commun. Ainsi, les Ouïghour·e·s ne s'identifiaient

guère comme telle·s avant d'être assignés à cette identité.

Les ethnies minoritaires sont le symbole d'un fort contraste géo-démographique chinois. Se partageant 60% du territoire du pays, elles ne représentent que 8% de sa population. En ce sens, la division de la population en ethnies n'est pas forcément l'élément permettant le mieux de rendre compte de la société chinoise et de ce qui la structure. Mentionnons néanmoins, et ce n'est pas rien, que la minorité ethnique figure sur chaque carte d'identité — même celle des Hans.

Si la division en ethnies a toujours été l'expression d'une volonté d'assimilation, celle-ci s'est accentuée depuis les années 2000 avec les importants investissements publics réalisés dans le cadre de la « politique de

développement du Grand Ouest » ou des « Nouvelles routes de la Soie ». Celles-ci ont amené avec elles un déplacement massif de la population Han. Ainsi, au Xinjiang, les Ouïghour·e·s ne représentent plus que 45 % de la population, contre encore 75% en 1949. Dans les faits, c'est à un réel impérialisme culturel auquel on assiste. Le glissement des termes de « nationalités minoritaires » vers ceux de « minorités ethniques » l'illustre bien. L'arrivée de Xi Jinping au pouvoir marque une forte progression d'un récit nationaliste louant la formidable diversité ethnique et la multiculturalité chinoise. Un discours qui contraste forcément avec les fermes politiques de répression et les injustices auxquelles font face les populations concernées.

Léo Tinguely

Témoignage sur un génocide en cours

DOSSIER La population ouïghoure de Chine vit aujourd'hui une répression violente de la part du gouvernement chinois. La région du Xinjiang est le terrain d'une abjecte réalité : plus d'un million d'Ouïghour·e·s ont été déporté·e·s dans des camps de rééducation. C'est le témoignage glaçant que nous rapporte Gulbahar Haitiwaji dans le livre *Rescapée du goulag chinois*. Cette femme d'origine ouïghoure, née au Xinjiang, a migré en France en 2006 avec sa famille, fuyant face aux discriminations toujours plus importantes dont est victime sa communauté.

Contrairement à ses deux filles et son mari, Gulbahar Haitiwaji a décidé de ne pas demander la nationalité française. En novembre 2016, elle est rappelée en Chine au prétexte qu'elle doit remplir des formalités administratives sur place. Le voyage qui ne devait durer que quelques semaines se trans-

forme en cauchemar. Pendant trois ans, elle subit les exactions des autorités et est privée de ses libertés. À son arrivée, elle est accusée de propager une idéologie terroriste et d'avoir trahi son pays, avec comme seule preuve une photo de sa fille prise à une manifestation pour les droits des Ouïghour·e·s à Paris. Elle est retenue durant six mois dans un centre de détention en l'attente de son procès. Mal nourrie, entassée dans une cellule avec une trentaine d'Ouïghoures, interrogée à répétition, Gulbahar est finalement transférée dans un camp de rééducation. Interdiction de parler, de prier, programme militaire, caméras partout, endoctrinement à la propagande gouvernementale, chantage des gardiens, violences psychologiques lors des interrogatoires vont être son quotidien. Un matin, on l'emmène se faire « vacciner », elle comprendra plus tard qu'on l'a stérilisée, elle et

toutes les autres femmes qui partagent son sort.

Gulbahar Haitiwaji échappe aux geôles chinoises et à la torture, grâce à sa famille en France qui s'est battue pour sa libération. Malheureusement, ce n'est pas le cas pour bien d'autres Ouïghour·e·s qui restent enfermé·e·s et maltraité·e·s à l'heure actuelle.

L'eurodéputé Raphaël Glucksmann dénonce un véritable génocide culturel en cours et appelle à des sanctions envers la Chine. Quant à la Suisse, elle n'a pas ratifié une déclaration commune de plusieurs pays pour garantir le respect de l'État de droit au Xinjiang, sous prétexte de ses relations diplomatiques. De quoi se révolter à nouveau de la prétendue neutralité suisse qui tolère ainsi l'intolérable.

Clémence Danesi

Gulbahar Haitiwaji et Rozenn Morgat, Rescapée du goulag chinois, Paris, Équateurs, 2021.

L'expérience de deux anthropologues en Chine

Pour enrichir ce dossier, nous avons souhaité nous entretenir avec deux anthropologues qui ont travaillé sur des terrains très précis en Chine. La première, Katiana Le Mentec (KLM) (chargée de recherche au CNRS à l'unité « Chine-Corée-Japon », à Paris), s'est intéressée aux espaces affectés par le barrage des Trois-Gorges, et la seconde, Anne-Christine Trémon (ACT) (MER à l'Université de Lausanne), a quant à elle travaillé sur la diaspora et l'urbanisation chinoises.

DOSSIER *Pouvez-vous nous présenter rapidement vos terrains de recherche respectifs ?*

KLM: Je travaille comme ethnologue sur des situations de bouleversement de l'espace. En Chine, entre 2004 et 2018, soit pendant la mise en eaux du barrage des Trois-Gorges [un projet hydroélectrique sur le Yangzi, en Chine centrale, qui a conduit au déplacement de 2 millions de personnes], j'ai passé environ un mois par an dans un comté affecté par le lac de retenue. En mobilisant un culte local, les habitant·e·s du comté décrivaient un déplacement non souhaité, le drame et l'injustice de la perte de la terre ancestrale et de l'éclatement des communautés. L'un des enjeux était en particulier un temple millénaire, classé au patrimoine et déplacé. Je me suis également intéressée aux reconstructions qui ont suivi le tremblement de terre dans le Sichuan en 2008, lors duquel un chef-lieu a été complètement détruit et déplacé, tandis que ses vestiges étaient préservés et ouverts au tourisme.

ACT: J'ai commencé à travailler sur la diaspora chinoise en Polynésie française avant de m'intéresser, à partir de 2011, à un village situé dans la région de Shenzhen. Ce village, qui a connu une forte émigration depuis les années 1880, s'est transformé au cours des dernières décennies en un quartier d'immigration de la ville de Shenzhen. Celle-ci, située dans le delta de la Rivière des Perles, tout près de Hong Kong, a été créée en même temps que

la Zone économique spéciale décidée par Deng Xiaoping en 1981 et est devenue depuis l'une des villes économiquement les plus développées de Chine. Les ancien·e·s habitant·e·s sont peu à peu devenu·e·s des rentières·ers, louant des logements aux nouveaux immigrant·e·s venus des régions campagnardes pour travailler en ville.

La population urbaine a explosé en Chine ces quarante dernières années. En 1980, elle avoisinait les 18% de la population totale, alors qu'elle se monte à presque 70% aujourd'hui. Cependant, seuls 44% détiennent le *hukou*, le livret qui atteste que l'on vit dans une ville et qui donne accès à une série de biens publics, y compris la sécurité sociale. À Shenzhen, seul un tiers de la population dispose de ce livret. Elle forme une minorité aisée, tirant des rentes des loyers et des parts dont elle dispose dans les « sociétés coopératives par action ».

Quelles résistances avez-vous pu observer sur vos terrains de recherche ?

ACT: J'ai pu voir des mobilisations autochtones contre les plans d'urbanisation, notamment pour la sauvegarde de certains sites. Elles sont bien organisées car elles s'appuient sur les liens de parenté (les villages du delta de la Rivière des Perles sont souvent lignagers, les membres descendent d'un même ancêtre fondateur), et sont financièrement soutenues par la diaspora résidant un peu partout dans le monde. La situation dans une ville comme Shenzhen

est différente de celle des villages progressivement englobés dans des agglomérations, où la politique d'urbanisation a été accompagnée d'une politique d'expropriation des terres, officiellement une reprise des droits par l'État (en Chine, les villages ruraux sont détenteurs de droits d'usages collectifs sur les terres, alors que l'État détient les terres urbaines). Là, les mobilisations ont plutôt porté sur le montant des compensations versées par le gouvernement. Les migrant·e·s internes qui se sont établis dans les villes sont en revanche très fragmentés, venant de régions différentes et issus de classes sociales variées. Si certain·e·s peuvent nourrir du ressentiment contre le pouvoir, les petit·e·s entrepreneur·e·s et commerçant·e·s adhèrent fortement à l'idéologie de l'État-Parti.

Je m'intéresse notamment aux « associations de volontaires » qui ont été créées un peu partout et sont chapeautées au niveau national par la fédération des femmes du PCC. Elles organisent le travail bénévole dans les communautés et permettent aux Chinois·es d'améliorer leur score dans le système à points pour l'accès à la citoyenneté urbaine. Ces systèmes, en cours de généralisation dans les grandes villes depuis 2014, sont censés faciliter ce que les autorités appellent la « citoyennisation » des populations migrantes, et leur accès aux biens publics urbains, écoles, logement social. On y acquiert des points grâce aux diplômes que l'on détient, aux impôts et aux cotisations sociales que l'on paie, à l'occupation d'un appartement en ville, et aux points du système plus connu (mais moins déterminant pour le quotidien des Chinois·es) de « Crédit social », l'équivalent chinois du dossier à l'Office des poursuites en Suisse. Cette procédure a été mise en place pour tenter de lutter contre la corruption, elle introduit de la transparence, tout en permettant aux villes de sélectionner leurs futur·e·s citoyen·e·s en fonction de leur capacité à contribuer au budget municipal.

KLM: Lorsque le Projet des Trois-Gorges a été voté en 1992, après avoir été porté de longue date par l'ancien Premier Ministre Li Peng, hydrologue, les habitant-e-s de la région n'étaient pour la plupart pas conscient-e-s qu'ils et elles seraient affecté-e-s. Les résistances contre le barrage s'étaient plutôt organisées au sein de l'intelligentsia de Pékin, jusqu'au printemps 1989, après quoi toutes les critiques du barrage ont été sévèrement surveillées. Les régulations de l'État ont inclus les nouvelles procédures internationales de « déplacement avec développement » (R&D), promettant aux populations un enrichissement. Les plaintes ont commencé à s'élever principalement chez les populations rurales déplacées, très pauvres, déçues des compensations. On a plutôt assisté alors à des protestations individuelles.

Dans le comté sur lequel j'ai travaillé, une vallée d'un bourg a été entièrement inondée par le lac de retenue. Les sociologues Jing Jun et Ying Xing ont étudié finement les mobilisations très intenses qui ont commencé dès la fin des années 1990, avec une première pétition signée au nom des 10'000 personnes déplacées. Des actions directes ont ensuite eu lieu (comme l'enlèvement du secrétaire local du PCC et le sacage du commissariat), les autorités ayant condamné les fonctionnaires corrompus sans remédier de manière satisfaisante aux problèmes des compensations. Cette situation était toutefois tout à fait exceptionnelle, peu de comtés dans la région ayant connu un tel niveau de mobilisation.

Au travers d'enquêtes et du bureau des pétitions, qui permet aux habitant-e-s d'adresser leurs remontrances au pouvoir et dont le rôle a été renforcé sous Xi Jinping, les problèmes posés par le paiement des compensations ont finalement été reconnus par le pouvoir. Ils ont d'ailleurs été confirmés par l'audit final du Projet des Trois-Gorges, publié en 2013, qui a montré qu'une corruption importante avait entaché sa réalisation, en particulier sur cette question des compensations.

Il faut ajouter que le pouvoir avait formellement interdit d'évoquer ces problèmes aux journalistes et chercheuses-eurs

étrangères-ers, ce qui a conduit en prison plusieurs représentant-e-s de groupes de pétitionnaires cherchant à faire connaître leur cause.

Comment interpréter le rôle de Xi Jinping depuis son arrivée au pouvoir ?

KLM: Sur mon terrain, il faut dire clairement que les gens aiment Xi Jinping. La cible des blâmes est depuis toujours les fonctionnaires locaux, pas le pouvoir central, or Xi a mis en place un système de contrôle très serré à leur égard. D'autre part, il a fait passer des lois régulant les dépenses et invitant à la sobriété (en ville, des agences de tourisme et des restaurants chics dans lesquels les fonctionnaires allaient régulièrement manger ont dû fermer en conséquence de cela!) et il a lancé une campagne de réduction de la pauvreté qui a imposé aux fonctionnaires d'accompagner individuellement les familles les plus pauvres.

ACT: Sur mon terrain j'ai constaté que la seule figure qui fasse l'unanimité aujourd'hui est Deng Xiaoping, alors que la vénération de Mao varie selon la classe sociale. Xi Jinping est aujourd'hui révérend. Il continue à encourager le renouveau du Confucianisme, comme l'avait fait Hu Jintao avant lui. Surtout, il tient un discours moral, davantage que

Deng par exemple, qui souhaitait avant tout que les Chinois-es s'enrichissent. Il l'assortit désormais d'un discours écologique, en partant de la lutte contre la pollution catastrophique des agglomérations chinoises. Cela lui permet de remettre en avant les valeurs rurales de frugalité par exemple. Pour ne prendre qu'un exemple, dans le classement des villes les plus « civilisées » établi par le « comité national de la civilisation spirituelle » (un organe créé par Deng), les taux de pollution figurent parmi les critères aux côtés de la croissance économique.

Qu'est-ce que la pandémie de Covid peut provoquer en Chine ?

KLM et ACT: Si le pouvoir s'est légitimé par une gestion de la crise sanitaire présentée comme exemplaire, la fermeture prolongée des frontières pourrait avoir des conséquences dans plusieurs secteurs de la société chinoise, notamment ceux qui avaient pris l'habitude de voyager à l'étranger avant 2020. Par ailleurs, la diaspora chinoise est parfois confrontée à des problèmes d'approvisionnement pour les produits provenant de Chine.

*Propos recueillis par
Antoine Chollet*



Xi Jinping ou « le président de tout »

Pages de gauche s'est entretenu avec les sinologues Marie Holzman et Chen Yan en marge du Festival du film et forum international sur les droits humains (FIFDH) où elle et il étaient invité·e·s pour intervenir dans le cadre d'une conférence intitulée « qui peut contrer la Chine ». Marie Holzman (MH) est spécialiste de la Chine contemporaine et de ses dissidences, elle est également écrivaine et traductrice de l'œuvre de plusieurs dissident·e·s chinois. Chen Yan (CY) est historien, journaliste et l'auteur de « L'éveil de la Chine » aux Éditions de l'Aube.

DOSSIER Comment la Chine a-t-elle changé depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping ?

MH: Xi Jinping est arrivé au pouvoir en prétendant lutter contre la corruption. Certain·e·s observatrice·eurs ont accueilli cela d'un bon œil, mais ce n'était qu'un prétexte. Année après année, Xi a réduit le périmètre de liberté d'expression des Chinois·es. Il a très rapidement commencé à s'en prendre à ce qu'on appelle *les avocat·e·s défenseur·e·s des droits civiques*. Ce sont celles et ceux qui défendent les personnes accusées de dissidence, les chrétien·ne·s, les Tibétain·e·s, les Ouïgour·e·s par exemple. Elles et ils étaient déjà extrêmement peu nombreuses·eux en 2013, mais avec l'arrivée de Xi, elles et ils ont été raflé·e·s. En l'espace d'une semaine, il y a eu 300 arrestations. Elles et ils comptaient parmi les rares personnes restantes à se battre publiquement et activement en Chine pour les droits fondamentaux.

Puis Xi Jinping a continué et s'en est pris aux journalistes et aux hommes d'affaires. L'espace de respiration de la société chinoise s'est drastiquement limité au point qu'aujourd'hui on peut dire qu'il a disparu. Le système chinois est aujourd'hui un pur totalitarisme. Il y a certes l'illusion d'une société plurielle, qui est donnée par le fait que les gens ne s'habillent pas tous de la même façon, il y a des pauvres et des riches, etc. Mais c'est se tromper sur la nature du totalitarisme que de penser que sous un tel système tous les citoyen·ne·s

se transforment en robots. Il y a toujours des interstices et une marge de liberté.

Comment l'opposition au régime s'organise-t-elle et quelle est son ampleur dans la population ?

MH: Le mot « organisé » que vous venez de dire n'est même pas utilisable pour décrire la situation actuelle. Si deux personnes se retrouvent pour organiser une activité critique vis-à-vis du régime, c'est déjà l'arrestation. On peut en citer en exemple deux intellectuels qui ont pris la parole pour critiquer Xi Jinping : Xu Zhangrun et Ren Zhiqiang. Ils ont été soit condamnés au silence, soit à 18 années de prison pour Ren Zhiqiang qui avait écrit une lettre insultante à Xi. Ils n'avaient même pas « organisé » quoi que ce soit. On peut également penser à Liu Xiaobo, mort en 2017 en détention alors qu'il avait reçu le prix Nobel de la paix en 2010.

CY: Le terme d'« opposition » n'est également pas le bon. Il est trop occidental et suppose un contre-pouvoir alors que celui-ci n'existe pas en Chine actuellement. Ce mot suppose un contexte politique pluraliste, une droite et une gauche. Dans le régime totalitaire actuel, il n'y a pas d'opposition. L'État a le monopole sur tous les secteurs : pensée, économie, politique. Il n'y a pas de distinction entre l'État et le parti. Ce qui apparaît dès le début des années 1980, c'est une « dissidence » intellectuelle et idéologique vis-à-vis du monopole idéologique du parti.

Quelle est l'emprise effective de Xi sur le Parti communiste chinois ? Que contrôle-t-il et que ne contrôle-t-il pas ? Et par quels biais ?

CY: En se moquant de lui certain·e·s l'appellent « le président de tout », car pour tout ce qui est important, il a créé une dizaine de commissions qu'il préside. On peut prendre un exemple particulièrement parlant avec la commission des finances qui est au-dessus du ministère de l'Économie. D'un point de vue institutionnel, Xi est actuellement le président de la République, le président de la commission militaire et le secrétaire général du parti communiste. Les trois fonctions les plus importantes du régime chinois. Même Mao n'avait pas ces trois fonctions. Étant donné la nature totalitaire du régime, le contrôle de ces trois fonctions n'était pas nécessaire et révèle que Xi ne semble pas si sûr de son propre pouvoir.

Comment la diaspora se positionne-t-elle par rapport au régime ?

MH: Habitant au Chinatown à Paris (XIII^e arrondissement), nous côtoyons la diaspora d'assez près. Pour moi, c'est une déception totale, car la très grande majorité des Chinois·es de la diaspora soutiennent le régime. Il y a cette espèce de rêve, d'orgueil de la puissance de la Chine et puis ce mot magique maintes fois répété : l'efficacité. « La Chine est efficace », « Vous vous avez les gilets jaunes ou ce chantier qui dure depuis 4 ans, alors qu'en Chine on aurait fini en 4 mois », etc. Même parmi les intellectuel·le·s, il y a une scission très claire entre celles et ceux qui défendent le pouvoir et travaillent pour les instituts Confucius et celles et ceux qui ont leur cœur qui saigne en voyant le totalitarisme du régime s'étendre.

Ces instituts Confucius sont également des lieux de censure. Dans une université comptant un tel institut, il n'est plus possible de faire une thèse sur Liu Xiaobo par exemple. Je vois les

désastres provoqués par les instituts Confucius en France. Ayant traduit Liao Yiwu, un auteur très mal vu par le pouvoir, j'ai été confrontée aux pressions de l'institut Confucius qui a fait plusieurs fois annuler les événements de promotion de mes traductions dans les librairies locales.

CY: Pour moi ces instituts ne sont pas de la diaspora. Ce sont des organismes étatiques dirigés depuis Pékin. Les postes y sont très recherchés et sont souvent attribués à la deuxième génération des enfants des hauts cadres du parti.

Quelles pressions exerce le régime sur les dissident·e·s à l'étranger ? Comment s'y prend-il ?

MH: Une partie des intellectuel·le·s a acquis une certaine indépendance de pensée pour continuer à critiquer le régime malgré les menaces et les pressions grandissantes du régime, mais cela devient de plus en plus compliqué, y compris à l'étranger.

Le régime fait pression sur les sinologues par exemple en ne renouvelant pas les visas nécessaires à leur retour en Chine. Pour les dissident·e·s chinois·es trop critiques vis-à-vis du régime, lorsqu'elles et ils rentrent en Chine, la police va peut-être les attendre à l'aéroport. Avec plus de nuance, le régime utilise aussi volontiers les amitiés ou connaissances des personnes pour venir poser des questions sur les propos trop critiques tenus à l'étranger sur la Chine. Concernant les hommes d'affaires chinois, le régime utilise simplement son contrôle des autorisations administratives pour les faire rentrer dans le rang. Rien n'échappe au contrôle de l'État.

Étant présidente d'une association de solidarité avec la Chine. J'ai souvent accueilli des Tibétain·e·s et des Chinois·es chez moi et nous savons que certain·e·s passaient des informations plus loin. Parfois, certain·e·s des participant·e·s ont reçu des appels de Pékin pour directement les intimider en les informant que le pouvoir était au courant de nos rencontres.

Que peuvent faire les mouvements de gauche et pro-démocratie occidentaux pour soutenir les opposant·e·s exilé·e·s ?

MH: «Éclairer les esprits». Donc ce que vous faites, car c'est long d'expliquer la dictature. Les Chinois·es renoncent souvent à expliquer ce qu'ils pensent vraiment aux Occidentales·aux, car elles et ils savent qu'elles et ils ne seront pas compris·es. C'est pourquoi il est très important d'informer sur la situation en Chine. Une manière de faire ça, c'est de diffuser les bons documents chinois ou sur la Chine. Par exemple *Le monde selon Xi Jinping* passé sur Arte.

Comment interpréter la mise au pas de Hong Kong et la fin du principe « un pays, deux systèmes » ? Est-ce une capitulation des démocraties qui aura des conséquences ces prochaines années ?

CY: Je ne dirais pas qu'il y a eu capitulation des démocraties occidentales, car Hong Kong était déjà retournée dans le giron de la Chine. L'Occident n'a pas réagi de manière suffisamment forte. On ne peut pas reprocher à l'Occident de n'avoir pas protégé Hong Kong, car ce n'est pas son rôle. En revanche, on peut dire que c'est de la folie de la part des dirigeant·e·s chinois·es, car elles et ils ont tué la poule aux œufs d'or. La ville profitait énormément à la Chine et ne nuisait pas au régime, bien au contraire. Grâce à Hong Kong, la Chine a pu croître rapidement depuis des réformes économiques. Hong Kong était déjà utilisé comme base renforçant le pouvoir de la Chine. Pendant longtemps Mao et les autres dirigeants ont protégé Hong Kong, car ils ont vu le profit qu'il pouvait en tirer. Détruire le statut particulier de Hong Kong, c'est de la folie.

Qu'en est-il de Taïwan ? Est-ce que les situations sont comparables ?

CY: C'est le même problème, mais Taïwan sera plus difficile à annexer que Hong Kong.

MH: Taïwan a désormais compris qu'« un pays deux systèmes » était une illusion. Il y a quelque chose qui ressemble

d'ailleurs à l'Ukraine. Poutine avait un pays à ses portes qui avait une démocratie forte, et Poutine a craint que les idées démocratiques se diffusent en Russie. Hong Kong a aussi représenté cette menace pour le pouvoir chinois. Taïwan représente une situation similaire, avec une présidente élue démocratiquement et une alternance des pouvoirs. La démocratie y est très active et vivante.

Quelles sont les conséquences de la pandémie et de sa gestion pour le pouvoir chinois d'une part, et pour la population d'autre part ? Et pour les opposant·e·s ?

CY: Le pouvoir chinois n'a pas été capable de gérer autrement la pandémie que par la force et l'arbitraire, ce qui est révélateur de sa manière de fonctionner. En Occident, la pandémie a été gérée de manière plus souple et transparente. Les décisions politiques ont été faites sur des bases scientifiques alors qu'en Chine l'arbitraire du gouvernement était l'élément déterminant et celui-ci communiquait peu sur ses décisions. Pendant un mois, le gouvernement a dissimulé la nature du virus au début de la pandémie à Wuhan pour des raisons politiques. Des jours précieux ont été ainsi perdus, puis le gouvernement a fait volte-face et a appliqué une politique de la tolérance zéro et de quarantaine stricte. Le gouvernement a appliqué une politique sanitaire totalitaire. Une politique qu'aucun autre régime n'aurait pu mener, mais qui révèle bien sa nature.

*Propos recueillis par
Hervé Roquet*

La référence du film cité dans l'entretien : *Le monde de Xi Jinping*, Sophie Lepault et Romain Franklin, France, 2021, 92 minutes.

Mettre en scène l'efficacité du régime

Antoine Kernén est chercheur à l'Université de Lausanne et spécialiste de la Chine. Il a travaillé sur la transformation et la privatisation des entreprises d'État chinoises à la fin des années 1990 et les mobilisations ouvrières qui les ont suivies. Plus récemment, il s'est intéressé à la diaspora chinoise à l'étranger, notamment en Afrique. Nous nous sommes entretenus avec lui à propos de la situation actuelle en Chine.

DOSSIER *Face à l'idée de la Chine comme « usine du monde », quelle est la situation réelle sur place aujourd'hui ?*

Il faut distinguer deux secteurs, qui correspondent à deux populations ouvrières distinctes. Le premier, le plus connu hors de Chine, est constitué des nouvelles usines qui produisent des biens de consommation pour le marché intérieur et pour le reste du monde. Celles-ci emploient pour l'essentiel des travailleurs issus-e-s des campagnes et dont les conditions de travail sont mauvaises, malgré les lentes améliorations de ces dernières années.

Le second secteur est composé de la vieille industrie d'État, dont les salarié-e-s bénéficiaient de statuts privilégiés, d'avantages matériels et de logements. C'est ce secteur qui a été mis à mal par les privatisations qui ont commencé à la fin des années 1990 et qui ont donné lieu à des manifestations. Ces usines étaient pour une part situées dans des régions périphériques, notamment dans le Nord-Est du pays. La reconversion économique de ces régions prendra des décennies. Or, contrairement à ce que le pouvoir prétend, le problème n'est toujours pas réglé. On observe par exemple une diminution de la population urbaine dans ces régions, ainsi que son vieillissement, ce qui signifie que les jeunes les quittent.

Les luttes sociales des années 2000 se poursuivent-elles ?

Oui, elles continuent, mais plutôt dans les nouvelles industries, c'est-à-dire dans des usines modernes et en mains privées. Cependant, ces luttes se déroulent dans un cadre très limité.

Il n'existe pas de syndicats indépendants qui, en Chine, pourraient les porter et les étendre.

Elles émergent donc à partir d'événements ponctuels et isolés, comme une injustice à l'égard d'un ouvrier ou un accident, et les mobilisations, qui peuvent être fortes, demeurent dans ces cas cantonnées à une seule entreprise.

Il semble toutefois que le nombre de cas a diminué ces dernières années, mais il est difficile de savoir si cette diminution est réelle ou si on en entend simplement moins parler du fait de la censure.

Quelles évolutions peut-on observer depuis 2013 et l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping ?

Le contrôle exercé par le pouvoir sur la société s'est considérablement étendu et raffiné, en particulier par de nouveaux moyens technologiques. Ce renforcement est très impressionnant, car le contrôle était jusque-là moins bien organisé et surtout moins performant. L'omniprésence des caméras et de la reconnaissance faciale a complètement modifié la situation. Dans le même temps, les médias officiels mettent constamment en scène « l'utilité » de ces systèmes de contrôle, qui permettent par exemple, anecdote véridique, de retrouver un sac oublié dans un bus.

La première conséquence de l'existence de cet immense appareil de contrôle, c'est que tout le monde pense être surveillé en permanence. Des gens que je connais depuis des années n'acceptent de discuter de sujets délicats qu'en se promenant dans la rue, pensant être surveillés à leur domicile, d'autres ne parlent plus de questions ayant trait au régime. Pour les plus âgé-e-s, il est facile de faire le parallèle avec le temps de leur

jeunesse durant les années de la Révolution culturelle. L'iconographie liée à Xi Jinping, qui reprend l'imagerie maoïste, leur donne des raisons supplémentaires de faire ce rapprochement.

Le fameux système du « crédit social », qui n'était au départ expérimenté que dans quelques petites localités, a été généralisé à la faveur de la pandémie de Covid-19. L'objectif du pouvoir est de mettre en scène la force et l'efficacité du contrôle. Il faut ajouter que, de manière générale, il n'y a guère de résistance dans la population puisque ce contrôle est présenté et perçu comme un outil légitime de lutte contre les « incivilités », la criminalité ou la maladie.

On a pu voir cependant, au tout début de l'épidémie de Covid-19, une sorte d'ouverture lorsque des journalistes improvisés se sont mis à intervenir dans l'espace public. Ce moment a été court, mais il démontre que l'envie de parler et d'enquêter sur la réalité du régime existe encore en Chine aujourd'hui.

Propos recueillis par Antoine Chollet

La financiarisation des villes chinoises

Le cas du surendettement d'Evergrande, l'un des plus grands groupes immobiliers en Chine et dans le monde, fait craindre un effet systémique sur l'ensemble du secteur, voire de l'économie chinoise. Pourquoi ? Parce que ce cas est révélateur de tout un système de développement urbain porté par le foncier et de plus en plus financiarisé.

DOSSIER Basé sur le système fiscal établi en 1994, le foncier est le levier essentiel de la mission d'urbanisation confié aux Municipalités. D'une part, les Municipalités sont compétentes pour planifier la ville. Le résultat a été une extension urbaine par l'expropriation de terres rurales et leur transformation en surfaces urbaines qui sont ensuite vendues à des promoteurs immobiliers. D'autre part, tous les revenus provenant de la vente du foncier sont rapidement devenus la ressource financière principale des villes chinoises.

Toutefois, le foncier n'est pas qu'une source de revenus, il est aussi une dette. Pour financer les charges d'urbanisation qui leur incombent (infrastructures et services urbains) et viabiliser les terrains pour des projets immobiliers (résidentiel et commerciaux), les Municipalités se sont surtout endettées. Légalement interdit, l'endettement local s'est réalisé de manière indirecte. Il a essentiellement consisté en la création de sociétés d'investissement locales qui ont pu obtenir des prêts bancaires en mettant en gage le foncier que leur ont doté les Municipalités.

L'immobilier comme investissement phare des ménages urbains

La demande d'immobilier est bien entendu la condition indispensable de l'urbanisation. Depuis 1998, soit depuis que les citoyen-ne-s urbain-e-s peuvent être propriétaires immobilières-ers (pour une période de 70 ans), la demande est institutionnellement organisée. D'une part, les prêts hypothécaires sont devenus des revenus très importants pour les banques

d'État. D'autre part, les ménages urbains ont été incités à placer leurs économies dans la pierre. La multipropriété, notamment favorisée par l'absence d'impôts sur la fortune, a dopé les affaires de développeurs immobiliers.

Ce système d'inflation des prix fonciers et immobiliers s'est complètement emballé avec l'injection de 600 milliards de dollars dans les infrastructures urbaines et l'immobilier afin de relancer l'économie chinoise suite à la crise de 2008. Face à une immense spéculation favorisée par un endettement généralisé des Municipalités, des entreprises immobilières et des ménages urbains, l'État central a, depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2012, tenté de contrôler le système de la production urbaine. Toutefois, l'intervention de l'État a renforcé la financiarisation.

Financiarisation : obligations municipales et *shadow banking*

Tout d'abord, face au surendettement des Municipalités auprès des banques, les dettes hypothécaires ont été transformées en dettes longues en devenant des obligations municipales. Vendue aux ménages, cette forme de financiarisation des infrastructures urbaines a été complétée par le développement de fonds d'investissement (*trusts*). Étroitement affiliés aux banques, les trusts font partie d'un système de *shadow banking* permettant de récolter les capitaux de ménages, d'entreprises et d'investisseurs institutionnels (assurances) à l'échelle nationale. En complétant les prêts bancaires classiques, avec toutefois des taux

d'intérêt plus élevés, ce circuit a alimenté les Municipalités et les développeurs immobiliers.

La croissance du *shadow banking* a été une réaction au contrôle de l'État central sur les prêts bancaires. Dans 47 grandes villes en Chine, les ventes des terrains et des appartements ont été même gelées de 2012 à 2015 afin d'éviter l'inflation. Ces dernières années, le problème est tout autre. La surproduction immobilière et les villes fantômes révèlent à la fois le surdimensionnement de l'urbanisation et la spéculation. De nombreux appartements sont vides, achetés ou non, alors que le manque de logements abordables pénalise les nouvelles générations.

Des villes nouvelles au sein de régions urbaines toujours plus grandes

Le surendettement endémique des développeurs qui repose sur le foncier comme revenu pour les municipalités et comme placement pour les ménages est au cœur de l'urbanisation chinoise. D'abord organisé à l'échelle locale, ce système se développe à l'échelle nationale. Les villes nouvelles sont désormais construites par des développeurs nationaux et possédées par des résidents d'autres provinces. L'urbanisation extensive autour des villes a lieu à plus grande distance et par poches dans des régions métropolitaines toujours plus gigantesques.

*Thierry Theurillat
Enseignant-chercheur à la
HEG de Neuchâtel (HES-SO)*

La nef des fous

DOSSIER Parmi les positions politiques les plus délirantes qui ont marqué la politique dans les années 1960 et, surtout, 1970, on doit faire figurer en bonne place le maoïsme. Particulièrement actif en France, il n'entretenait pas davantage de rapport avec la politique effective du PCC qu'avec la pensée de Mao. Aucune des figures qui s'y compromirent durant les années 1970 ne parlait le chinois ni ne s'était donné les moyens de comprendre ce qui s'était réellement passé en Chine durant la Révolution culturelle. C'est ce qui convainc Simon Leys de publier *Les habits neufs du président Mao* en 1971, non pour informer les sinologues, mais pour dire, très froidement, ce qu'avaient été les événements de 1967 à 1969 en Chine (lire ci-contre).

Durant les années 1960 et surtout 1970, les différents courants maoïstes – le nombre d'organisations qui se créent par scissions successives est proprement stupéfiant – attirent une partie de la gauche critique de la politique des différents partis communistes et qui, pour toutes sortes de raisons, ne rejoignent pas les mouvements trotskystes. De nombreuses personnalités qui plus tard feront carrière dans les institutions politiques, médiatiques ou culturelles y sont passées. Mis à part une référence parfois approximative à la politique chinoise, on peine à découvrir une véritable colonne vertébrale idéologique dans ces différentes organisations. Le maoïsme semble ainsi plutôt désigner un style de militantisme qu'une position politique bien déterminée.

Le maoïsme français, qui connut quelques annexes dans d'autres pays, fut pour l'essentiel la tentative, pour des intellectuel·le·s orphelin·e·s du stalinisme, de trouver un nouvel eldorado imaginaire, et pour des jeunes en mal d'aventure, de leur fournir un prétexte à leurs actions. Les conséquences concrètes de ce militantisme en France furent à peu près insignifiantes sur le plan général, et parfois désastreuses au niveau individuel. En un mot, le maoïsme français forme comme un manuel de tout ce qu'il ne faut pas faire lorsqu'on est militant·e.

Un anti-manuel du révolutionnaire

Une publication récente nous en donne une illustration à la fois parfaitement transparente et apparemment totalement inconsciente. Il s'agit du récit largement autobiographique de Dominique Grange, illustré par Jacques Tardi : *Élise et les nouveaux partisans*. Il retrace son engagement au sein de la Gauche prolétarienne, l'un des principaux groupes maoïstes français, au début des années 1970.

L'histoire commence par l'explosion accidentelle d'un cocktail Molotov dans un appartement et se termine par deux morts par overdose. D'une certaine manière, ces deux événements sont les plus significatifs du livre. Ils démontrent au besoin l'inanité d'un aventurisme décervelé dont on voit au final qu'il avait pour seule motivation cette aventure. La dissolution de leur organisation en 1973, sur décision unilatérale de son chef, le sinistre Benny Lévy (*alias* Pierre Victor), fait disparaître du même coup toute raison de se révolter, pour reprendre l'insignifiante citation de Mao que Dominique Grange n'hésite pourtant pas à écrire en conclusion du livre.

Les errances du maoïsme

Premier problème du maoïsme : une sorte d'aventurisme romantique qui n'a d'autre fondement que lui-même. Fidèle en cela à la versatilité de Mao, il peut s'accommoder de n'importe quel combat, de n'importe quel principe, y compris s'il faut se débarrasser de tout ce qu'on a dit auparavant. En d'autres termes, le maoïsme jette par-dessus bord toute idée de responsabilité. C'est ce qui explique son inanité, son influence absolument nulle sur la réalité politique, sauf à donner de bons prétextes pour renforcer la surveillance policière.

Deuxième problème, que le maoïsme partage avec d'autres sectes politiques : la valeur du militantisme se mesure à sa dimension sacrificielle, gage de « radicalité ». À la limite, le meilleur militant est un militant mort (pour la cause). L'héroïne se fait défigurer par l'explosion,

elle milite jour et nuit, fait de la prison, cache son engagement à ses collègues de travail, vit dans la clandestinité. Tout ceci non seulement n'a pas d'effets sur les mouvements et les luttes politiques, mais la rend à plusieurs reprises incapable d'y prendre part. Le sacrifice, tel qu'il est montré dans ce récit, est en réalité profondément incapacitant.

Enfin, troisième problème, mais qui est sans doute spécifique à Dominique Grange davantage qu'au maoïsme lui-même, du moins peut-on l'espérer : l'absence de réflexivité critique sur cette expérience désastreuse. Elle semble avoir la certitude, malgré tout ce qu'elle a elle-même écrit et montré dans ce livre, que si c'était à refaire, elle n'hésiterait pas une seconde et agirait de la même manière. L'aspect presque grotesque de son activité ne devrait pas inspirer beaucoup de lectrices et de lecteurs dans cette voie, l'ouvrage semble donc plutôt inoffensif de ce point de vue-là (et même, comme nous l'avons dit, instructif sur ce qu'il ne faut pas faire), mais cette absence complète de distance critique avec cette agitation qui passait pour du militantisme ne laisse pas d'être intrigante.

Antoine Chollet

À lire, ou pas : Dominique Grange, Jacques Tardi, Élise et les nouveaux partisans, Paris, Delcourt, 2021.

Pas plus révolutionnaire que culturelle

DOSSIER En plus de pasticher l'intitulé d'un célèbre conte d'Andersen, Simon Leys a — comparablement à l'enfant des *Habits neufs de l'empereur* — fait éclater au grand jour une évidence qu'un grand nombre se refusait à énoncer : la triste réalité de la révolution culturelle chinoise (1966-1976). En 1971, date de la parution des *Habits neufs du président Mao*, il était effectivement de très bon ton au sein de l'ensemble de l'élite intellectuelle française de chanter naïvement les louanges du Grand Timonier. La mouvance gauchiste hexagonale — qui plaçait désormais dans la Chine de Mao tous les espoirs qu'avait déçus l'URSS — interprétait notamment cet événement politique comme une rupture non trotskyste de la gauche avec le stalinisme et le bureaucratisme et comme une rénovation par les masses de la

nouvelle patrie des prolétaires. Se fondant sur la presse chinoise qu'il lit depuis Hong Kong, Simon Leys (ou Pierre Ryckmans de son vrai nom) décrédibilisa définitivement avec des pointes d'humour toujours bien senties les nombreuses analyses fantasmagoriques livrées par des sinologues autoproclamé-e-s qui ne parlaient même pas un seul mot de mandarin.

N'ayant de « révolutionnaire que le nom » et « de culturel que le prétexte tactique initial », Leys nous apprend alors que la révolution culturelle n'était dans les faits « [qu'] une lutte pour le pouvoir, menée au sommet entre une poignée d'individus, derrière le rideau de fumée d'un fictif mouvement de masses ». En sabordant un appareil de parti contestataire et en s'appuyant sur l'armée, Mao Zedong réussit à remettre la main sur le trône

d'empereur qu'il avait perdu. Si à la faveur du chaos généré par cette reconquête, « des mutineries militaires » et « de vastes grèves ouvrières » émergèrent bel et bien spontanément, celles-ci étaient indésirées et furent durement réprimées dans le sang (au minimum des centaines de milliers de mort-e-s). Bien qu'une grande partie de l'ouvrage consiste en un récit un peu fastidieux à force d'être minutieux au jour le jour de la révolution culturelle, *Les habits neufs du président Mao* demeure un précieux témoin des tentations autoritaires à l'œuvre dans le PCC et dans certaines fractions de la gauche européenne.

Joakim Martins

À lire : Simon Leys, *Les habits neufs du Président Mao*, Paris, Champ libre, 2009.

Maoïste presque jusqu'au bout

DOSSIER Ce documentaire retrace le parcours de vie stupéfiant et effrayant de Sidney Rittenberg. Jeune syndicaliste et militant communiste dans les années 1930 en Caroline du Nord, cet américain rejoindra Mao par conviction à la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Il participera ensuite activement à la campagne de reconquête de la Chine continentale avec l'armée de libération du Parti communiste chinois (PCC) et se liera d'amitié avec Zhou Enlai, le futur premier ministre de Mao. Il deviendra ensuite le premier américain à devenir membre du PCC, puis traducteur de Mao et responsable de la propagande internationale du parti. Il sera jeté une première fois en prison entre 1949 et 1955, car Staline le soupçonnait d'espionnage au profit des États-Unis. Lorsqu'il sort de pri-

son, Mao et Zhou s'excusent et lui proposent de rentrer, mais Sidney s'est radicalisé par ses lectures politiques durant son isolement et décide de rester en Chine. Il travaillera ensuite douze ans à la radio publique chinoise en tant que propagandiste, fonction qui le verra notamment se déplacer dans toute la Chine pour donner des discours en faveur du régime communiste et de sa politique du « Grand Bond » en avant, dont il était alors convaincu du bien-fondé.

Il se réjouit du début de la révolution culturelle, qu'il accueille avec enthousiasme en y participant même activement, pour ne comprendre que trop tard que c'était une manœuvre de Mao instrumentalisant la jeunesse afin de se débarrasser de la vieille élite du parti. Il émettra ensuite quelques critiques sur les excès des purges

de Mao, ce qui lui coûtera dix ans supplémentaires de prison de 1967 à 1977. Cette fois, la prison lui ouvre les yeux pour de bon et il rentre en 1980 aux États-Unis, où il devient consultant pour de grandes entreprises capitalistes désireuses de s'installer en Chine...

Ce documentaire presque autobiographique soulève avec une grande sensibilité les thèmes de l'idéalisme politique et de la passion révolutionnaire. On regrettera toutefois le ton très conciliant de l'entretien qui reste bienveillant avec cet homme de contradictions, naïf et désillusionné par un parcours politique fracassant, mais qui ne regrette presque rien.

Hervé Roquet

À voir : *Le Révolutionnaire*, Irv Drasin, États-Unis, 2012, 100 minutes.

Conclusion

La démocratie n'est pas un produit de contrebande

DOSSIER En Europe et en Amérique du Nord, on a toujours balancé entre une fascination pour la Chine et un rejet plus ou moins horrifié. Idéal de l'exotisme absolu naguère, paradis rêvé pour les zélatrices-eurs de Mao dans les années 1970, nouvelle puissance totalitaire au moment du massacre de la place Tiananmen en 1989, puis, soudain, Eldorado de l'entrepreneuriat et des opportunités infinies pour les prophètes du libéralisme et de la fin de l'histoire dans les années 1990 et 2000, la Chine a retrouvé une figure plus inquiétante depuis l'accession au pouvoir de Xi Jinping en 2012-2013. Les deux attitudes font l'impasse non seulement sur la complexité de l'histoire chinoise des 70 dernières années, mais aussi sur l'écart qui existe toujours, ici comme ailleurs, entre un peuple et le régime qui l'opprime.

Que le pouvoir chinois se soit réengagé dans une pente totalitaire depuis 2013 semble incontestable, toutes les personnes avec qui nous nous sommes entretenus l'attestent. Ce n'est pas une nouveauté : le pouvoir maoïste s'y était déjà largement essayé lors des catastrophes historiques qu'ont été le « Grand

bond en avant » (la plus grande régression sociale et économique qu'a connue la Chine moderne) ou la « révolution culturelle » (qui n'a été au final qu'un coup d'État militaire). Aujourd'hui, ce totalitarisme s'appuie toutefois sur des technologies de contrôle de la population tout à fait inédites dans leur extension et leur précision, ce qui est une nouveauté.

La complaisance des pays démocratiques à l'égard de la Chine est consternante. Pour avoir accès au marché gigantesque que représente ce pays-continent dont la population s'enrichit rapidement, ils semblent prêts à toutes les genuflexions. La Suisse a hélas tristement ouvert le bal en signant un infâme accord de libre-échange avec cet État totalitaire, servant de la sorte de terrain d'entraînement aux capitalistes chinois en Europe, ainsi que de cheval de Troie du régime et de ses entreprises sur le continent. Lorsque de futures sanctions économiques devront être prononcées contre la Chine, suite à de probables nouvelles aventures impériales, la place financière et économique suisse sera une fois de plus mise en difficulté du fait de sa servilité à l'égard du plus fort.

Cependant, Xi Jinping, tout comme Vladimir Poutine et tous les tyrans de l'histoire, oublie toujours que ce sont les peuples qui font l'histoire, et que ceux-ci souhaitent avant tout ne pas être opprimés. Il est de notre devoir, partout dans le monde, de soutenir les tressaillements démocratiques en Chine, aussi infimes qu'ils puissent paraître actuellement, et d'affaiblir partout où c'est possible le pouvoir de ce régime totalitaire et de ses dirigeants.

Contrairement à ce que ces derniers affirment, la démocratie et la liberté ne sont pas réservées à l'Occident. L'insistance mise sur le fait que ces idées seraient des produits de contrebande frauduleusement importés en Chine montre, *a contrario*, que ce pouvoir a bien compris le danger qu'elles représentaient pour son hégémonie.

La rédaction

Pour aller plus loin...

Textes historiques

Pierre Brune [Pierre Souyri], « La lutte des classes en Chine bureaucratique », *Socialisme ou Barbarie*, n° 24, 1958, p. 35-103.

—, « La Chine à l'heure de la perfection totalitaire », *Socialisme ou Barbarie*, n° 29, 1959-1960, p. 58-90.

Hua Linshan, *Les Années rouges*, Paris, Le Seuil, 1987.

Simon Leys [Pierre Ryckmans], *Ombres chinoises*, Paris, 10/18, 1974.

—, *Les habits neufs du Président Mao*, Paris, Champ libre, 2009.

Analyses récentes

Au Loong-Yu, *La Chine : un capitalisme bureaucratique*, Paris, Syllepse, 2013.

Jean François Billeter, *Pourquoi l'Europe, Réflexions d'un sinologue*, Paris, Allia, 2020.

—, *Chine trois fois muette* [2000], Paris, Allia, 2010.

Marie Holzman, Chen Yan (dir.), *Écrits édifiants et curieux sur la Chine du XXI^e siècle*, Paris, L'aube, 2004.

Marie Holzman, Noël Mamère, Paris, Jean-Claude Gawsewitch, 2009.

Jisheng Yang, *Stèles*, Paris, Le Seuil, 2012.

—, *Renverser ciel et terre*, Paris, Le Seuil, 2020.

Antoine Kernén, *La Chine vers l'économie de marché*, Paris, Karthala, 2004.

Katiana Le Mentec, « Barrage des Trois Gorges : les cultes et le patrimoine au cœur des enjeux », *Perspectives chinoises*, n° 94, 2006, p. 2-12.

—, « Expériences muséales en Chine », *Communications*, 2017, n° 100, p. 135-147.

Liao Yiwu, *Dans l'empire des ténèbres*, Paris, François Bourin, 2013.

Kai Strittmatter, *Dictature 2.0* [2018], Paris, Tallandier, 2020.

Isabelle Thireau, Hua Linshan, *Les ruses de la démocratie*, Paris, Le Seuil, 2010.

Anne-Christine Trémon, *Pour la cause de l'ancêtre*, Nanterre, Société d'ethnologie, 2019.

Exposition

Parlons montagnes

En plus d'être des pays détestés dans le monde entier, quel est l'autre principal point commun entre la Suisse et la Corée du Nord? Les montagnes, bien sûr! Les trois quarts du territoire de la République populaire démocratique (*sic*) de Corée sont en effet escarpés. Profitant de la brève période de dégel ayant suivi les Jeux olympiques d'hiver de Pyeongchang en 2018, une équipe du Musée alpin suisse de Berne a pu filmer des scènes de vie quotidienne en Corée du Nord ainsi que s'entretenir avec quarante femmes et hommes (des élèves aux paysannes en passant par des militaires) au

sujet notamment de leur rapport aux montagnes de leur pays. Le résultat est une très riche exposition lors de laquelle on passe d'un entretien à l'autre.

L'un des constats les plus évidents à tirer est qu'il semble être très bien vu de faire l'étalage dans cette monarchie communiste d'un très fort nationalisme (certainement un point commun avec son grand voisin chinois). Pas un·e seul·e interviewé·e ou presque ne s'est pas ému·e devant la caméra de la beauté du mont Paektu (le point culminant de la péninsule coréenne) ou n'a pas affirmé que le monde entier venait l'admirer.

L'ubuesque du régime a également le mérite, bien malgré lui, de rendre l'exposition par moment tout à fait hilarante. On pense notamment à cette employée d'un restaurant d'une station de ski déserte affirmant que son établissement est très populaire en période hivernale et fréquenté par une clientèle internationale, tout en s'enorgueillissant de servir à cette saison jusqu'à quarante personnes en une seule journée.

Joakim Martins

À voir : Let's Talk about Mountains, Musée alpin suisse, Berne, jusqu'au 3 juillet 2022.

Livre

La vaccinophobie, ou la haine de l'égalité

Toutes les expertises ont été convoquées pour éclairer la pandémie dans laquelle le monde est plongé depuis deux ans, sauf celle des historien·ne·s.

Il se trouve pourtant qu'une synthèse très accessible et extrêmement riche a été publiée une année avant l'écllosion de la pandémie de Covid-19 par une immunologue, Françoise Salvadori, et un historien, Laurent-Henri Vignaud. Elle décortique les arguments utilisés contre les vaccins par celles et ceux que l'on avait nommés des « vaccinophobes » au XIX^e siècle. Ce livre en fait aussi ressortir la très grande continuité depuis 250 ans.

On découvrira le détail de l'histoire du principe de la vaccination dans le livre, depuis les premiers essais d'inoculation de la variole au début du XVIII^e siècle, jusqu'aux derniers développements précédant immédiatement la pandémie de 2020. Le livre fait ressortir quelques grandes ca-

tégories d'arguments contre la vaccination, d'une étonnante stabilité depuis 200 ans.

Stabilité des arguments

On répète par exemple que la vaccination est contre-nature, on dénonce la vénalité qui accompagne les grandes campagnes de vaccination ou la fausse philanthropie de ces dernières, on prétend connaître le médicament miracle qui permettrait de guérir ou de se protéger contre la maladie, on demande à la vaccination une efficacité absolue qu'elle ne peut atteindre, ou on décèle derrière la vaccination la main potentiellement criminelle de l'État.

Les principaux arguments contre la vaccination tournent ainsi en rond depuis le XIX^e siècle, réhabilités à chaque nouvelle épidémie et à chaque nouvelle campagne de santé publique destinée à y faire face.

Mort aux faibles

Il n'est pas impossible de faire ressortir le sens plus géné-

ral du combat antivaccinal dans ces discours. Affirmer qu'il faut « laisser faire la nature », c'est, littéralement, favoriser les fort·es et laisser les faibles à leur sort, c'est-à-dire à une mort qui pourrait être évitée. Cette idée correspond donc parfaitement à celle de l'extrême droite la plus radicale.

Le point commun entre Donald Trump, Boris Johnson, Jair Bolsonaro, Vladimir Poutine, l'UDC et les mal nommés « Amis de la Constitution », c'est donc le culte de la force et l'attaque systématique contre toute politique ou toute institution visant à réduire les inégalités au sein des sociétés. En d'autres termes, l'antivaccinisme, en dernière analyse, c'est la haine de l'égalité.

Antoine Chollet

À lire : Françoise Salvadori, Laurent-Henri Vignaud, Antivax, Paris, Vendémiaire, 2019.

La version intégrale de cet article est disponible sur notre site Internet.

Livres

Des femmes contre le féminisme

S'inscrivant dans la lignée de l'ouvrage pionnier de la féministe étatsunienne Andrea Dworkin *Right-Wing Women*, Magali Della Sudda traite, dans son récent ouvrage intitulé *Les nouvelles femmes de droite*, de la question de ces femmes qui, par leur adhésion à un militantisme féminin hostile au féminisme, agissent contre leurs propres intérêts.

À travers les résultats d'une étude menée pendant six ans, mêlant ethnographie, entretiens et observation en ligne, l'autrice livre une analyse approfondie détaillée de la constellation actuelle — pourtant peu lisible — que forment ces diverses formations féminines. Si l'autrice identifie La Manif pour tous comme un moment clef, voire fondateur, car marqué par la convergence et le rassemblement des mouvements contemporains de droite dans

une opposition commune à la loi Taubira, il s'agit toutefois de dépeindre chaque mouvement avec ses caractéristiques propres et de les contextualiser au regard de la longue histoire des mouvements antiféministes, catholiques notamment, ayant jalonné le XX^e siècle.

L'une des grandes qualités de cet ouvrage est une stimulante mise en lumière de l'instrumentalisation des enjeux féministes contemporains par divers groupes portant des projets antiprogressistes. C'est notamment le cas de l'écoféminisme conservateur, défendant le droit des femmes à disposer de leur corps contre les méthodes contraceptives, ou encore du prétendu « féminisme identitaire » (et plus précisément du collectif Némésis), qui thématise la question des

violences sexistes et sexuelles au prisme de la lutte anti-immigration.

Si aujourd'hui les effectifs de ce type de groupes demeurent relativement faibles et que ces mouvements sont marqués par une grande hétérogénéité, il apparaît toutefois qu'ils ont réussi à amener au centre de l'attention médiatique un cadrage nationaliste, réactionnaire ou identitaire du sujet politique féminin. La lecture de cet ouvrage semble ainsi tout à fait appropriée pour les personnes souhaitant avoir une meilleure compréhension de la nébuleuse antiféministe à l'œuvre actuellement.

Zoé Seuret

À lire : Magali Della Sudda, *Les nouvelles femmes de droite*, Marseille, Hors d'atteinte, 2022.

Livres

Une enquête du réel

Une casse automobile, un stand de tir à flanc de montagne, des jeunes gens à Mobylette, les souvenirs au ski, les études à Paris, des querelles interfamiliales, des verres d'abricotine® et Rosalba, l'amour d'enfance qui a disparu... plantent le décor de Malencontre.

Ce roman raconte la vie mi-fantasmée, mi-réelle de son protagoniste, surnommé Le Chinois, et de son idylle imaginaire avec une femme disparue qu'il a connue autrefois et sur laquelle il fait des recherches en interrogeant ses proches. Malencontre dépeint une enquête tout sauf policière, aux couleurs locales, influencée par les expériences du quotidien d'un intellectuel criblé d'angoisses.

La trajectoire de vie de Jérôme Meizoz lui-même, originaire du Valais, docteur en lettres ayant étudié à Paris, n'est pas

sans rappeler celle du Chinois, si bien que chaque paragraphe de ce livre donne l'impression de déceler les secrets du monde que l'auteur nous conte, tout en y insufflant une certaine distance. Il devient impossible de distinguer le vrai du faux, le fantasmé du réel. S'agit-il d'un véritable fait divers ou d'une histoire inventée de toute pièce? De même, la relation imaginaire du Chinois et de la disparue, relatée au passé plutôt qu'au conditionnel devient étrangement tangible.

Comme à son habitude, Jérôme Meizoz, manie les mots avec une poésie et une dextérité fascinante dans cette histoire aux parfums du connu.

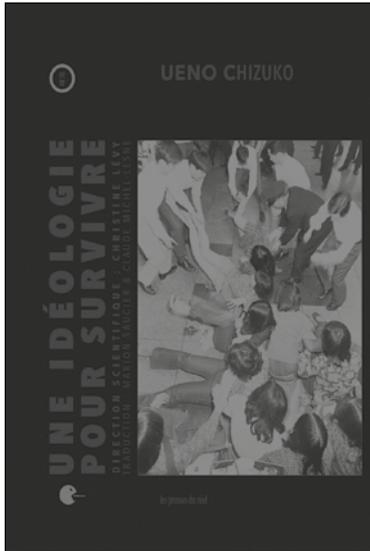
Elodie Wehrli

À lire : Jérôme Meizoz, *Malencontre*, Chêne-Bourg, Zoé, 2022.



Une idéologie pour survivre Ueno Chizuko

Dijon, Les Presses du réel, 2021.
288 pages



S'il est relativement facile de se procurer au Japon toutes sortes d'essais, de textes philosophiques, politiques ou féministes occidentaux, ceux-ci étant même passablement mobilisés au sein de la recherche japonaise, l'inverse est loin d'être le cas. Mais voici pour la première fois traduit directement en français l'un des essais de la sociologue et militante féministe japonaise Ueno Chizuko. Née en 1948 à Kanazawa dans la préfecture d'Ishikawa, l'auteure mène, après un passage par des études de sociologie à l'université de Kyôto, un ensemble important de recherches sur le féminisme au Japon, les questions de dominations masculines notamment en littérature, la transformation des structures familiales dans le contexte japonais contemporain.

Dans cet essai, dont on doit la traduction à Marion Saucier et Claude Michel-Lesne et la préface à Christine Lévy, l'auteure questionne le rôle d'une pensée féministe face à la violence et à la guerre. Cette question est au centre de l'histoire féministe japonaise, entre les temps de la collaboration d'une partie des penseuses pourtant les plus influentes et les absurdités d'après-guerre, notamment de l'Armée rouge japonaise de Fusako Shigenobu. Le féminisme tel que compris et théorisé par Ueno Chizuko se place dans la critique radicale de toute violence et domination. Une entrée en français pour qui souhaite s'intéresser aux idées féministes japonaises. VP

Lendemain solidaires CETIM

Genève
lendemainssolidaires.org

Le Centre d'étude, de recherche et d'information sur les mécanismes à l'origine du maldéveloppement (plus connu sous l'acronyme de CETIM) a publié en décembre 2021 le premier numéro d'une nouvelle revue numérique trisannuelle intitulée *Lendemain solidaires*. Le dossier thématique de cette édition pilote – qui est très richement illustré – se penche, évidemment au travers des lunettes du maldéveloppement, sur le système alimentaire existant.

En donnant la parole à des actrices·eurs aux horizons extrêmement variés (notamment un historien indien, une coopérative agricole de femmes syriennes, un syndicat paysan bolivien ou encore une paysanne sri lankaise militant à la Via Campesina), *Lendemain solidaires* traite tant de thématiques globales que d'enjeux locaux dans le Sud global. Au fil de ses soixante pages, la publication initiale défend des principes tels que les biens communs ou la souveraineté alimentaires tout en attaquant violemment le solutionisme technologique agricole ou encore la propriété intellectuelle des semences paysannes.

Le prochain numéro, qui est annoncé pour avril 2022, sera consacré à l'articulation entre mouvements ultranationalistes (du Nord comme du Sud) et maldéveloppement. En lançant *Lendemain solidaires*, le CETIM apporte une pierre tiers-mondiste, transnationale et internationaliste plus que bienvenue à la presse romande indépendante. JM



Henry Brandt : cinéaste et photographe

Musée d'art et d'histoire de Neuchâtel
Jusqu'au 29 mai 2022

Le centenaire du cinéaste et photographe neuchâtelois Henry Brandt a donné lieu à plusieurs événements, dont une rétrospective à la Cinémathèque suisse, la publication d'un coffret DVD de ses principaux films, et cette exposition au Musée d'art et d'histoire de Neuchâtel (MAH).

On y découvre de splendides photographies, issues notamment de ses voyages en Afrique, mais aussi des extraits de ses différents films, dont le plus connu est sans doute *Quand nous étions petits enfants* (1961), qui accompagne



les écolières·ers du collège des Tailières durant toute une année scolaire. Œuvre splendide, qui permet en outre à Brandt d'exprimer son immense talent pour la photographie, c'est en même temps un reportage presque ethnographique sur la vie à la campagne au tout début des années 1960.

L'exposition reproduit l'aménagement du pavillon de l'Exposition nationale de 1964 dans lequel une série de court-métrages de Brandt était projetée. Suggérant quelques critiques – dont il faut bien avouer qu'elles apparaissent aujourd'hui plutôt timides – contre le mode de vie en Suisse, ce pavillon avait fait scandale au moment de l'Expo auprès d'une officialité confite dans son autosatisfaction.

On complétera volontiers l'exposition du MAH par le visionnement des films de Brandt, pionnier du documentaire en Suisse farouchement attaché à son indépendance. Ses dernières productions par exemple comme *Le dernier printemps* (1977) ou *Le blé des pharaons* (1987), consacrées à la fin de vie, sont des documents fascinants. AC

Vu, Cèvu

GUY-GNOL



Pour en savoir plus sur Guy Mettan, voir l'article de Dan Gallin *La médaille de la honte* rédigé en mars 2017 sur le site Internet de *Pages de gauche*.

P.P.

CH-1002 Lausanne

POSTE CH SA



40% DES SYMPATHISANTS UDC COMPRENNENT
LES MOTIVATIONS DE POUTINE, SELON UN SONDAGE